

inprecor

● correspondance de presse internationale

inprecor

Du fleuve
à la mer
PALESTINE
libre
et
démocratique!

n° 716

janvier 2024

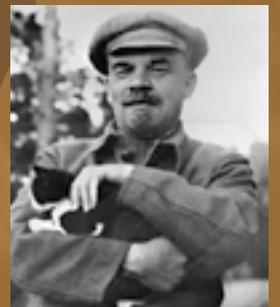
5,50 € / 8 CHF

Rapport sur la situation mondiale

Guyane • Grèce • Migrant·es

CENTENAIRE DE LA MORT DE LÉNINE :

«LES SAUTS, LES SAUTS, LES SAUTS» DE DANIEL BENSAÏD



inprecor sur le web :
<https://inprecor.fr>

Aux abonnés-es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECEI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration:
PECEI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France

Tél.: 33/0 1 49 28 54 87

E-mail: inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant:
Jan Malewski

Rédacteur en chef: Antoine Larrache

Correction: Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique: agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies,
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

janvier 2024 n° 716

Palestine

Michael Karadjis

«Du fleuve à la mer», la lutte de la Palestine pour le partage de la terre 3

Situation internationale

Ana Cristina Carvalhaes

Face à la convergence des crises, le défi de faire avancer les travailleur-es et les peuples 12

Guyane

Adrien Guilleau

Point d'étape sur la décolonisation de la Guyane 19

Migrant-es

Béa Whitaker

L'Europe: des peuples ou du capital ? 22

Grèce

Andreas Sartzekis

Une gauche toujours plus éclatée, une réorientation urgente comme jamais! 24

Japon

Karen Yamanaka

Début d'un changement politique radical pour la classe ouvrière 27

Centenaire de la mort de Lénine

Daniel Bensaid

« Les sauts ! Les sauts ! Les sauts ! » 29

Note de lecture

Henri Wilno

Écologie politique, communisme du vivant, décroissance 34

Vous pouvez acheter vos livres et revues et même vous
abonner à **inprecor** sur internet la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Pour que **inprecor** puisse continuer,
Faites le connaître ! Abonnez-vous !



Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- Pli fermé 50 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir Inprecor (réservé nouveaux abonnés; 12 EUR, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires; 24 EUR)
- Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à Inprecor-PECEI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

● Virements bancaires à "PECEI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94. IBAN: FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC: NORDFRPP

Pour continuer **inprecor** a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser **inprecor** autour de vous !

« Du fleuve à la mer »

la lutte de la Palestine pour le partage de la terre, contre la stratégie de rejet d'Israël

Michael Karadjis, militant australien, discute de la revendication «du fleuve à la mer», et en défend la légitimité, ainsi que de l'immense recul qu'a constitué, à l'inverse, la demande d'un État palestinien indépendant, objectif qui a correspondu, de fait, à la constitution de bantoustans et à la situation actuelle.

Par
Michael Karadjis*

Le slogan «Du fleuve à la mer», brandi lors de manifestations propalestiniennes dans le monde entier, a fait l'objet d'un grand nombre de critiques ignares. Dans les commentaires des médias et les débats télévisés, le slogan est critiqué comme un appel à la «destruction d'Israël», une preuve que les Palestiniens ne veulent pas la paix et rejettent tout compromis avec Israël, ou même, de manière plus tranchée, un appel au «génocide», pour «repousser les juifs à la mer».

La seule Palestinienne du Congrès américain, Rashida Tlaib, a été condamnée, lors d'un vote, par la majorité des législateurs américains pour avoir utilisé ce slogan, alors qu'ils encouragent et facilitent activement un véritable génocide contre les Palestiniens, comme Tlaib l'avait affirmé

auparavant (1). La résolution de censure a qualifié la phrase d'«appel génocidaire à la violence pour détruire l'État d'Israël et son peuple afin de le remplacer par un État palestinien s'étendant du Jourdain à la mer Méditerranée» (c'est moi qui souligne). M^{me} Tlaib a réagi avec éloquence à cette calomnie honteuse.

De même, l'éditorialiste australienne de droite Peta Credlin a affirmé à tort dans le *Daily Telegraph* du 12 novembre que «des dizaines de milliers d'Australiens ont défilé en faveur de ce qui équivaldrait à un nouvel Holocauste, à la destruction d'Israël et à l'expulsion de millions de juifs "du fleuve à la mer"».

«Du fleuve à la mer» fait référence à l'ensemble de la région historique de la Palestine, c'est-à-dire du Jourdain à l'est jusqu'à la mer Méditerranée à l'ouest. Toute cette zone est actuellement gouvernée par Israël, en trois parties: Israël (dans les frontières d'avant 1967), la Cisjordanie palestinienne occupée, et Gaza devenue un camp de concentration pour les Palestiniens, assiégée et soumise au blocus, actuellement réduite en cendres par les bombardements.

En d'autres termes, à l'heure actuelle, l'État d'Israël, qui est un État du peuple juif (selon la «Déclaration d'indépendance», les Lois fondamentales et la loi sur l'État-nation), règne «du fleuve à la mer» en tant qu'État d'apartheid, comme le disent Amnesty International, Human Rights Watch, l'organisation israélienne de défense des droits humains B'Tselem et même d'anciens ambassadeurs israéliens dans l'Afrique du Sud de l'apartheid. En outre, l'idée qu'Israël doit régner partout, du fleuve à la mer, et n'autoriser aucun mini-État

palestinien, est inscrite dans la charte du parti d'extrême droite Likoud du Premier ministre Benjamin Netanyahu (2) et de tous les autres partis de la droite israélienne dominante.

La première question est donc la suivante: les personnes qui critiquent le slogan lorsqu'il est brandi par des Palestiniens condamnent-elles également le racisme inhérent à la domination israélienne partout «du fleuve à la mer», et reconnaissent-elles que le génocide progressif à long terme contre le peuple palestinien est effectivement pratiqué dans cette région depuis 75 ans, et que ce n'est pas un simple slogan ?

La deuxième question est la suivante: étant donné que le peuple palestinien est autochtone dans toute cette région située entre le fleuve et la mer et qu'il vit toujours, malgré les efforts d'Israël, dans toutes les parties de cette région, pourquoi être offensé par un slogan qui demande que les Palestiniens vivent partout entre le fleuve et la mer soient «libres»? Est-ce que ces offensés croient que les Palestiniens ne devraient être libres que dans certaines parties de la Palestine, et esclaves dans d'autres ? Où bien recommandent-ils que les Palestiniens ne soient pas libres ?

* Michael Karadjis, enseignant en sciences sociales à l'Université de Sydney, est membre de Syria Solidarity Australia.

Cet article a été publié d'abord en anglais sous le titre «From the River to the Sea»: Palestine's historic struggle to share the land versus Israeli rejectionism» par le blog *Their Anti-imperialism and Ours*, puis repris par la revue australienne en ligne *Links*. Traduit de l'anglais par JM.

1) «Rashida Tlaib Posts Video Accusing Biden of Supporting 'Genocide'», *New York Times*, 3 novembre 2023.

2) «The Hateful Likud Charter Calls for Destruction of Any Palestinian State», Jonathan Weiler, *Informed comment*, 8 avril 2014.

FROM THE
RIVER TO
THE SEA
PALESTINE
WILL BE
FREE

Manifestation à Londres. © 2021 Loredana Sangiuliano/Shutterstock.



Est-il vraiment génocidaire ou difficile de concevoir que, dans n'importe quelle partie de la Palestine, les Palestinien-nes ne doivent pas continuer à être privés de liberté, occupés, dépossédés, enfermés dans des bantoustans, quotidiennement humiliés, affamés, tués en toute impunité et, tous les deux ans, massacrés en grand nombre et ensevelis sous les décombres ?

Ceux qui pensent que pour que les Palestinien-nes soient libres partout, il faut que les juifs soient «jetés à la mer» devraient à la fois lire le programme à long terme du mouvement de libération palestinien et élargir leur horizon politique et leur imagination.

En même temps, si quelqu'un pense simplement que la liberté des Palestinien-nes partout dans le monde signifie «la destruction d'Israël», il lui faut définir ce qu'il entend par «Israël» et ce qui, dans Israël, pourrait être «détruit» par la liberté des Palestinien-nes. Parce que, dans un sens, c'est vrai, la liberté pour les Palestinien-nes du fleuve à la mer, et l'égalité des droits pour tou-tes les habitants – juifs, chrétien-nes, musulman-es, athé-es, Israélien-nes et Palestinien-nes – «détruirait» effectivement un État sectaire fondé explicitement sur la suprématie juive.

Lorsque les Sud-Africain-es noir-es se sont battu-es pour la liberté en Afrique du Sud, ils et elles n'ont pas spécifié qu'ils ne devaient être libres que dans certains bantoustans définis par les autorités de l'apartheid. Leur victoire pour la liberté des Noir-es sur l'ensemble du territoire a effectivement conduit à la «destruction» de l'État suprématiste blanc de l'apartheid en Afrique du Sud, et à l'instauration de droits politiques égaux pour tou-tes; elle n'a pas nécessité le «géo-

cide» des Sud-Africain-es blancs en les «poussant à la mer».

Le contexte du débat

On me répondra que ce n'est qu'un idéal, et que la *réalité*, c'est que lorsque les Palestinien-nes brandissent ce slogan, cela signifie qu'ils veulent «vraiment» la Palestine seulement pour eux. «Où iraient les Israéliens ?» J'entends souvent cette question de la part de ceux qui ne connaissent pas bien l'histoire du dernier demi-siècle. Et même si certains admettent que les dirigeants israéliens sont «tout aussi mauvais», cela n'a pas d'importance; qu'il soit utilisé par des Israélien-nes de droite ou par des combattant-es de la liberté palestinien-nes, le slogan rejette le Saint-Graal de la «solution à deux États», qui serait «la seule solution possible».

À ce propos, voici quelques éléments qui seront développés plus loin :

- La *réalité* c'est que ce sont les Palestinien-nes qui ont toujours réclamé un État démocratique égal partout «du fleuve à la mer», depuis les années 1960, et que ce sont les dirigeants israéliens, toutes tendances politiques confondues, qui l'ont toujours rejeté.

- La «solution à deux États» – c'est-à-dire une division de la région «du fleuve à la mer» entre «Israël» avec 78 % du territoire et «la Palestine» avec 22 %, alors que les populations qui y vivent sont à peu près en nombre égal aujourd'hui, sans compter les millions de réfugiés de la Nakba de 1948 – constitue une solution tellement éloignée de la justice que je ne

vois pas pourquoi il faudrait l'expliquer; et pourtant, malgré cela...

- ...ce sont les dirigeants palestiniens qui ont accepté depuis longtemps le scénario des deux États, sous une forme ou une autre depuis les années 1970, que ce soit comme un tremplin vers la solution optimale ou comme une «solution» en soi, tandis qu'Israël l'a toujours rejeté et s'est activement employé à en détruire toute possibilité.

- Car même s'il s'agit d'une proposition manifestement injuste pour la Palestine, si elle est combinée au droit de retour des réfugiés palestiniens sur les 78 % de terres «israéliennes» et à l'égalité totale pour les Palestinien-nes qui y résident (ils sont actuellement des citoyens de seconde zone), elle pourrait encore constituer une version modifiée de la liberté palestinienne «du fleuve à la mer». Et tout État souverain de la population autochtone portant le nom de Palestine (par opposition à une série de bantoustans semi-autonomes), même sur une petite superficie, menace toujours politiquement l'idée que la terre appartient à Israël.

Nous devons également nous rappeler qu'il n'y a pas d'égalité dans toute cette discussion: les Palestinien-nes sont le peuple autochtone de toute la Palestine; Israël existe en raison de la dépossession coloniale du peuple palestinien depuis 1948. Les Palestinien-nes ne devraient pas être continuellement contraints d'«accepter» le «droit à l'existence» d'Israël (leur colonisateur) comme condition à la liberté palestinienne ou même comme condition à la simple ouverture d'une discussion sur la possibilité d'un mini-État palestinien impuissant; c'est plutôt la puissance colonisatrice qui devrait être amenée à reconnaître la souveraineté du peuple palestinien en Palestine.

Dans le plan de partage de la Palestine établi par les Nations unies en 1947, le tiers de la population, qui était alors constitué d'immigrant-es juifs (aux côtés d'une petite population juive autochtone), s'est vu attribuer 56 % des terres; la majorité des deux tiers, palestinienne, s'est vu attribuer 43 %; les Palestinien-nes ont donc naturellement rejeté cette proposition scandaleuse. Il convient de noter qu'en 1946, les gouvernements arabes avaient proposé un plan alternatif: un État démocratique unitaire «dans lequel tous les citoyens seraient représentés et se verraient garantir la jouissance des droits civils et politiques» et où les juifs auraient «une position permanente et sûre dans le pays avec une pleine

participation à sa vie politique sur un pied d'égalité absolue avec les arabes» (3).

Israël a réagi en 1948 par la Nakba, la catastrophe, qui s'est traduite par un nettoyage ethnique massif, une série de massacres et d'expulsions horribles et la destruction de 400 villes. Au cours de cette période, le nouvel État d'Israël a étendu son autorité à 78 % de la Palestine, tandis que sur les 22 % restants, la Cisjordanie est passée sous contrôle jordanien et la bande de Gaza sous contrôle égyptien. Les 750 000 Palestinien-nes victimes du nettoyage ethnique n'ont jamais été autorisés-es à rentrer chez eux, malgré la résolution 194 des Nations unies de 1948 (4) qui l'exigeait; eux et leurs descendant-es sont aujourd'hui près de dix fois plus nombreux.

Programme du Fatah (1969): «Pour une Palestine démocratique et laïque», pour les chrétiens, les musulmans et les juifs

Après avoir attaqué tous ses voisins en 1967 et s'être emparé de la Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) et de Gaza (ainsi que du Sinaï égyptien et du Golan syrien), Israël a créé une nouvelle situation en réunissant toute la Palestine historique sous un seul gouvernement – un gouvernement non représentatif.

Face à cette situation, le Fatah de Yasser Arafat, devenu la faction dominante au sein de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), a présenté en janvier 1969 le programme historique palestinien «pour une Palestine progressiste, démocratique et laïque dans laquelle les chrétiens, les musulmans et les juifs pratiqueront leur culte, travailleront, vivront en paix et jouiront de droits égaux» (5). Ce programme a été adopté par le 5^e Conseil national palestinien (CNP) en février 1969, qui visait «une société démocratique indépendante en Palestine pour tous les Palestiniens, musulmans, chrétiens et juifs». Ces formulations concernaient l'ensemble de la Palestine «du fleuve à la mer». Elles s'opposaient au programme sioniste de suprématie juive israélienne du fleuve à la mer.

Puis, en mai 1969, une autre organisation majeure de l'OLP, le Front démocratique

pour la libération de la Palestine, propose une version légèrement différente: «le démantèlement de l'entité sioniste et l'établissement d'un État palestinien populaire et démocratique dans lequel arabes et juifs vivraient ensemble sans discrimination» (6), c'est-à-dire du fleuve à la mer, en mettant l'accent sur les deux groupes nationaux plutôt que sur les trois religions. Quel que soit le point de vue, il s'agit d'une solution profondément démocratique.

C'est le programme historique des Palestinien-nes, auquel ils n'ont jamais renoncé; il n'est pas récent, il date de plus d'un demi-siècle. La calomnie selon laquelle les Palestinien-nes veulent «pousser les Juifs à la mer» n'a tout simplement aucun rapport avec quoi que ce soit. Essayez de ne pas la répéter, à moins que vous ne vouliez passer pour un ignorant.

Compte tenu de l'occupation militaire israélienne brutale, la lutte armée pour parvenir à cette Palestine démocratique et laïque était le recours naturel de la résistance palestinienne, comme cela a toujours été le cas dans les luttes anticoloniales, et c'est un droit reconnu par les Nations unies.

Toutefois, dans son discours devant l'Assemblée générale des Nations unies en 1974 (7), le chef de l'OLP, Yasser Arafat, a proposé le «rameau d'olivier» comme alternative au «fusil» pour réaliser cette vision, en proposant à la population juive israélienne de marcher

ensemble sur le chemin de la paix:

Pourquoi ne pas rêver et espérer ? Car la révolution n'est-elle pas la concrétisation des rêves et des espoirs ? Travaillons donc ensemble pour que mon rêve se réalise, pour que je revienne avec mon peuple sortant de l'exil, en Palestine, pour vivre avec ce combattant juif de la liberté et ses partenaires, avec ce prêtre arabe et ses frères, dans un État démocratique où chrétiens, juifs et musulmans vivent dans la justice, l'égalité et la fraternité.

Rappelons que les juifs d'Europe et des États-Unis sont connus pour mener les luttes pour la laïcité et la séparation de l'Église et de l'État. Ils ont également lutté contre les discriminations fondées sur la religion. Comment peuvent-ils alors

refuser ce paradigme humain pour la Terre sainte ? Comment peuvent-ils continuer à soutenir la politique nationale la plus fanatique, la plus discriminatoire et la plus verrouillée ?

En ma qualité officielle de président de l'OLP et de dirigeant de la révolution palestinienne, je proclame devant vous que lorsque nous parlons de nos espoirs communs pour la Palestine de demain, nous incluons dans notre perspective tous les juifs qui vivent actuellement en Palestine et qui choisissent de vivre avec nous dans la paix et sans discrimination.

En ma qualité officielle de président de l'OLP et de dirigeant de la révolution palestinienne, j'appelle les juifs à se détourner un à un des promesses illusoire que leur font l'idéologie sioniste et les dirigeants israéliens. Ils offrent aux juifs un bain de sang perpétuel, une guerre sans fin et un esclavage permanent.

Nous leur offrons la solution la plus généreuse pour que nous puissions vivre ensemble dans le cadre d'une paix juste dans notre Palestine démocratique.

Il a terminé ce discours dans le style de Martin Luther King en annonçant: «Aujourd'hui, je suis venu avec un rameau d'olivier et un fusil de combattant de la liberté. Ne laissez pas le rameau d'olivier tomber de ma main. Je le répète: ne laissez pas le rameau d'olivier tomber de ma main».

Les origines de la stratégie du mini-État palestinien

Mais, bien sûr, le pouvoir étant ce qu'il est dans le monde impérialiste d'aujourd'hui, les opprimés apprennent parfois qu'un certain degré de pragmatisme est nécessaire, qu'il soit juste ou non. Israël et les États-Unis ont rejeté l'idée d'un État démocratique avec des droits égaux pour tous les peuples d'Israël/Palestine; et il était difficile de convaincre la majorité des juifs

3) *Palestine: The solution – The Arabs proposals and the case on which they rest*, The Arab Office, Wardman Park, Washington, D. C., April 1947. The Arab Office de Washington était alors sponsorisé par les gouvernements des États arabes (Égypte, Irak, Liban, Arabie saoudite, Syrie, Transjordanie et Yémen) et enregistré auprès du Département de Justice des États-Unis. Disponible en PDF.

4) <https://www.unrwa.org/content/resolution-194>

5) *Address by the Al-Fateh Delegation to the Second International Conference in Support of the Arab Peoples*, Le Caire, janvier 1966.

6) Présentation du FDLP, par Maher Charif, historien palestinien marxiste.

7) <https://al-bab.com/documents-section/speech-yasser-arafat-1974#sthash.aThCyhr3.dpbs>



israéliens, qui étaient privilégiés avec un État ethno-suprémiste pour eux-mêmes dans 80 % de la Palestine, de le partager avec le peuple palestinien sur une base démocratique, comme le proposait l'OLP.

En conséquence, nous avons assisté à l'émergence du concept d'un mini-État palestinien établi dans toute partie de la Palestine qui pourrait être libérée en premier. Cette évolution a été annoncée par le FDLP qui, en juillet 1971, a appelé à la mise en place d'un «*point d'appui fiable et libéré dans les territoires occupés qui assurerait la continuité de la révolution palestinienne*». Le «*programme en 10 points*» de l'OLP, accepté lors de la 12^e réunion du Conseil national palestinien (CNP) en juin 1974 (8), continuait à rejeter la résolution 242 des Nations unies (signée par l'Égypte, la Jordanie et la Syrie) qui traitait la question palestinienne seulement comme un problème de réfugiés plutôt que comme une question d'autodétermination nationale. Toutefois, certaines formulations commençaient à laisser entendre qu'un mini-État pourrait être accepté dans une partie de la Palestine comme une étape dans la lutte engagée.

En particulier, le point 2 est libellé comme suit: «*L'Organisation de libération de la Palestine emploiera tous les moyens, et en premier lieu la lutte armée, pour libérer le territoire palestinien et établir l'autorité nationale indépendante et combattante du peuple sur chaque partie du territoire palestinien libéré. Cela néces-*

sitera de nouveaux changements dans le rapport de forces en faveur de notre peuple et de sa lutte.»

Le point 3 soulignait que l'OLP rejette tout accord qui l'obligerait à reconnaître Israël ou à renoncer au droit au retour des réfugiés palestiniens ou à leur droit à l'autodétermination; et le point 4 soulignait que «*tout pas vers la libération est un pas vers la réalisation de la stratégie de l'Organisation de libération consistant à établir l'État palestinien démocratique spécifié dans les résolutions des précédents Conseils nationaux palestiniens*», c'est-à-dire une Palestine démocratique et laïque, du fleuve à la mer.

Cependant, comme le point 2 indiquait que la lutte serait menée par «*tous les moyens*», même si la lutte armée était alors considérée comme «*première et principale*», il y avait matière à faire de nombreux accords. L'idée d'établir une autorité palestinienne sur toute partie de la Palestine pouvant être libérée en premier était généralement comprise comme se référant aux 22 % de la Palestine nouvellement occupés par Israël en 1967, c'est-à-dire la Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) et Gaza. Il était clair que la lutte armée était nécessaire pour en finir avec l'occupation israélienne illégale de ces territoires; tandis que l'implication selon laquelle d'autres formes de lutte pourraient être utilisées a été comprise comme signifiant que, si une autorité palestinienne était établie dans les territoires de 1967, alors la lutte en cours pour la démocratisation des 78 % d'Israël de 1948 », et pour le droit au retour des réfugiés palestiniens, victimes du nettoyage ethnique de 1948, dans toute la Palestine, pourrait prendre la voie de la

résistance civile et politique, des négociations, de la lutte diplomatique, sur une plus longue période. Ainsi, bien qu'une «*paix*» totale avec Israël, une «*reconnaissance*» d'Israël, soit hors de question, une trêve à long terme pourrait être établie.

Bien que tout cela ne soit qu'implicite dans le programme de 1974, la formulation était nécessairement un compromis entre les différentes organisations de l'OLP. En pratique, l'organisation dominante d'Arafat, le Fatah, et les organisations de l'OLP qui lui étaient alliées (par exemple, à l'époque, le FDLP) l'interprétaient de la manière la plus large à la fin des années 1970 (tandis qu'un «*front du refus*» composé d'organisations de l'OLP plus radicales et opposées à tout compromis se formait également). Le FDLP a de nouveau été le pionnier du changement en 1975 en appelant à «*un État-nation palestinien pleinement souverain sous la direction de l'OLP*» dans les territoires occupés, associé au droit au retour des réfugiés dans toutes les parties de la Palestine. Le 13^e CNP de 1977 a renforcé «*l'autorité de combat*» du 12^e CNP, les Palestiniens établissant «*leur propre État national indépendant sur leur sol national*». En outre, le CNP a souligné «*l'importance de la connexion et de la coordination avec les forces progressistes et démocratiques juives à l'intérieur et à l'extérieur de la patrie occupée, qui luttent contre le sionisme*».

L'OLP et «la solution à deux États»

Mais si même l'aile la plus «*modérée*» de l'OLP avait encore ses lignes rouges très strictes (droit au retour, le mini-État n'est qu'une étape vers la libération totale et donc aucune reconnaissance d'Israël), peu de temps après, l'orientation du mini-État a été reprise par les États arabes, l'Union soviétique et ses alliés et, plus tard, par les pays d'Europe occidentale, et s'est durcie pour devenir «*la solution*» à deux États, qui impliquait une situation permanente. Dans cette optique, si Israël permettait la création d'un État palestinien dans les 22 % de la Palestine considérés légalement comme des «*territoires occupés*», cela devrait conduire à une reconnaissance mutuelle entre ce grand Israël et la petite Palestine, et le droit au retour des réfugiés en Israël lui-même a été progressivement réduit – soit au retour de «*certains*» et à une «*compensation*» pour d'autres, soit à une suppression pure et simple. Cette «*solution à deux États*» à grande échelle peut en effet être considérée

8) 10 Point Program of the PLO (1974), Political Program Adopted at the 12th Session of the Palestine National Council, Cairo, 8 June 1974.

comme un abandon de la liberté palestinienne «du fleuve à la mer».

Entre ces deux positions, la direction de l'OLP-Fatah savait qu'elle devait manœuvrer sur le plan diplomatique. Sa position était essentiellement la suivante: si la lutte armée et diplomatique palestinienne pouvait établir un mini-État laïque et démocratique tout en obtenant le droit au retour des réfugiés dans l'État d'Israël, et si une lutte civile au sein d'Israël pour mettre fin à l'État ethnocratique et raciste et le remplacer par un État laïque et démocratique aboutissait, il ne servirait à rien d'avoir deux États démocratiques et laïques, de sorte qu'ils finiraient peut-être par n'en former qu'un seul; le retour des réfugiés en Israël et «l'égalité pour les arabes palestinien-nes en Israël» conduiraient « *finalement à une résolution ultime de la question nationale palestinienne par l'établissement d'un seul État unifié et démocratique sur toute la terre de Palestine, où l'égalité prévaudra entre tous les citoyens indépendamment de leurs origines ethniques, religieuses ou nationales, y compris l'égalité entre les sexes*». La coexistence des deux États avec une trêve dans le cadre d'une lutte citoyenne pour la démocratie pourrait même être une étape nécessaire pour conquérir la classe ouvrière israélienne et la sortir de la paranoïa sur laquelle se fonde l'idéologie sioniste.

Rétrospectivement, de nombreux libéraux affirment que l'acceptation progressive par l'OLP d'une sorte de scénario à deux États a constitué un abandon bienvenu de l'idée «du fleuve à la mer», de sorte que si quelqu'un brandit ce slogan aujourd'hui, c'est qu'il s'agit d'un extrémiste visant à «anéantir Israël», etc. Mais de nombreux critiques de gauche, y compris au sein de l'OLP, y ont vu une capitulation et un rejet de la perspective de libération du fleuve à la mer. Toutefois, si l'on considère les choses de la manière décrite ci-dessus, l'acceptation progressive par l'OLP d'une phase de transition vers deux États n'était pas un abandon de la liberté palestinienne «du fleuve à la mer»; *l'élément essentiel* est le maintien du droit au retour des réfugiés de 1948.

En janvier 1976, une résolution (9) a été présentée au Conseil de sécurité des Nations unies (10) par un certain nombre d'États du Sud demandant la création d'un État palestinien indépendant dans les territoires occupés après le retrait israélien et la reconnaissance de «*tous les États de la région*». L'OLP a exprimé son soutien à cette motion, à laquelle les États-Unis ont opposé leur veto

(la France a soutenu la résolution tandis que le Royaume-Uni s'est abstenu). De même, l'OLP a accueilli favorablement la résolution 35/207 de l'Assemblée générale des Nations unies en 1980 (11), qui, outre les appels annuels au retrait total d'Israël des territoires occupés en 1967 et au retour des réfugiés, ajoutait un soutien pour le peuple palestinien à «*l'établissement de son État indépendant en Palestine*». L'OLP a également exprimé son soutien à des propositions similaires faites par le dirigeant soviétique Leonid Brejnev (12) en 1981, selon lesquelles le retrait israélien et l'établissement d'un mini-État palestinien devraient aboutir à «*la sauvegarde du droit de tous les États de la région à la sécurité, à l'existence indépendante et au développement, à la fin de l'état de guerre et à l'établissement de la paix entre les États arabes et Israël*». Ces formulations ont laissé les 78 % de la Palestine à Israël (même si la lutte non militaire pour la démocratie et le retour des réfugiés se poursuivra). Donc, cette concession majeure ressemble encore moins à l'idée de «jeter les juifs à la mer».

Bien entendu, Israël a toujours refusé de se retirer des territoires occupés et a rejeté tout État palestinien, ne serait-ce que sur un mètre carré de la Palestine. Depuis les années 1970, il a progressivement rempli la Cisjordanie de «colons» (israélien-nes) fanatiques, armés et religieux, qui volent de grandes surfaces des terres palestiniennes et assassinent en toute impunité, ce qui témoigne de la revendication maximaliste d'Israël sur l'ensemble de la Palestine. Ainsi, l'État d'Israël désigne la Cisjordanie par le nom de «Judée-Samarie», nom donné à ces régions il y a des milliers d'années. En 1980, Israël a commis un acte de banditisme international en annexant officiellement (au lieu de simplement «occuper») la Jérusalem-Est palestinienne, dont il s'était emparé illégalement en 1967 (il a également annexé le plateau du Golan en 1981, qui est un territoire syrien souverain).

Et depuis lors, Israël a été pleinement soutenu par les États-Unis dans cette position de refus absolu, alors même que la plupart des États de l'UE ont progressivement adopté une position de deux États. Israël et les États-Unis ont rejeté ensemble toute négociation avec l'OLP, qui avait été reconnue par tous les États arabes (et par l'Assemblée générale de l'ONU) comme le «*représentant unique et légitime*» du peuple palestinien. Alors qu'aucun pays au monde n'a reconnu l'annexion de Jérusalem-Est par Israël, ni comme nouvelle «capitale» d'Israël, l'administration Trump

aux États-Unis a finalement fait sienne cette décision hautement illégale en 2017, et l'actuelle administration Biden n'a pas annulé cette violation flagrante du droit international.

Pour résumer: depuis la fin des années 1970, Israël et les États-Unis sont les États rejetant ce qui est devenu le consensus international, voté à une écrasante majorité par l'Assemblée générale des Nations unies chaque année, à savoir la création d'un État palestinien souverain avec Jérusalem pour capitale sur 22 % du territoire palestinien – comme si le fait de permettre au peuple autochtone d'avoir un État sur seulement un cinquième de son territoire constituait une concession généreuse aux Palestiniens!

Le plan de paix de Fès et la déclaration d'indépendance palestinienne

En 1982, à la suite de la guerre horriblement meurtrière menée pendant trois mois par Israël contre les Palestiniens au Liban, le 12^e sommet de la Ligue arabe s'est tenu au Maroc, à Fès, et a proposé le plan de paix de Fès (13), pour un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza avec Jérusalem-Est comme capitale, en échange d'une reconnaissance arabe implicite d'Israël dans ses frontières légales (c'est-à-dire 78 % de la Palestine), la déclaration incluant «*des garanties de paix entre tous les États de la région, y compris l'État palestinien indépendant*». Elle revendique les «*droits nationaux inaliénables et imprescriptibles*» des Palestiniens sans appeler explicitement au retour, mais ajoute un appel à «*l'indemnisation de ceux qui ne désirent pas revenir*», ce qui implique que celles et ceux qui le désirent doivent être autorisés à le faire. L'OLP et tous les États arabes, à l'exception de la Libye de Kadhafi, ont signé ce plan.

Bien entendu, cette proposition a été rejetée par Israël et les États-Unis, et Israël a concrétisé ce rejet en organisant et en facilitant aussitôt le massacre de 3 000 réfugiés palestiniens à Sabra-Chatila, au Liban, par l'intermédiaire du groupe d'extrême droite la Phalange libanaise (le massacre a été dirigé par Elie Hobeika, qui a ensuite pris la tête de l'aile pro-Assad de la Phalange).

9) S/11940.

10) Palestine question core of conflict – Vetoed draft resolution.

11) Résolution 35/207.

12) «The question of Palestine», Nations unies, 1991.

13) «Déclaration finale», 9 septembre 1982.

Palestine

La déclaration d'indépendance palestinienne (rédigée par le poète palestinien Mahmoud Darwish) a été proclamée par Yasser Arafat le 15 novembre 1988 à Alger (14), à l'issue de la 19^e réunion du Conseil national palestinien (CNP) qui avait adopté cette déclaration à une écrasante majorité. De manière significative, la déclaration cite la résolution 181 des Nations unies de 1947, qui avait initialement partagé la Palestine en un État juif à 56 % et un État arabe à 43 %, reconnaissant ainsi implicitement Israël. Dans les conditions actuelles, une revendication de 43 % de la Palestine (y compris le droit au retour dans le reste du territoire) serait une solution bien plus juste que les 22 %, compte tenu du nombre respectif d'Israélien-nes et de Palestinien-nes entre le fleuve et la mer; dans la pratique, cependant, cela signifie une tentative plus énergique d'obtenir une souveraineté palestinienne reconnue sur les 22 % considérés comme «occupés». Fait notable, dans l'esprit de 1969, la déclaration fait référence à la Palestine comme étant la «*terre des trois religions monothéistes*».

À l'Assemblée générale des Nations unies, la déclaration d'indépendance palestinienne a été reconnue (15) par l'écrasante majorité des États membres, seuls deux d'entre eux ayant voté contre: les États-Unis et Israël.

C'était une époque pleine d'espoir: fin 1987, la première Intifada palestinienne avait éclaté; des milliers de jeunes Palestinien-nes avaient affronté les forces d'occupation israéliennes en Cisjordanie et à Gaza avec des pierres, mais sans armes à feu; Israël avait bien sûr réagi par des massacres. Le monde commençait à voir différemment Israël et la Palestine. Cependant, deux événements historiques mondiaux – l'effondrement du bloc de l'Est et de l'URSS en 1989-1991, ainsi que l'invasion du Koweït par l'Irak et la guerre menée par les États-Unis pour le vaincre en 1991 – ont eu des répercussions catastrophiques pour la Palestine, pour des raisons qui dépassent le cadre de cet essai.

Les fatidiques accords d'Oslo

Le résultat a été la poursuite de l'adaptation, malgré la déclaration audacieuse de 1988. En 1993, la direction de l'OLP/Fatah

a accepté le processus d'Oslo, impliquant la reconnaissance d'Israël en échange d'une autorité palestinienne impuissante sur une fraction seulement des territoires occupés, dont Israël a retiré ses troupes (mais pas son contrôle global). Bien entendu, cela supposait qu'il ne s'agissait que de la première étape et qu'elle serait suivie de négociations avec Israël et les États-Unis sur les frontières définitives, le statut de Jérusalem, la question des réfugié-es et ainsi de suite, dans l'espoir qu'Israël se retire progressivement d'une partie de plus en plus importante de la Palestine. En d'autres termes, la position officielle de l'OLP restait celle d'un État palestinien sur la totalité des 22 %, mais, quelle que soit la manière dont on l'envisage, c'était une nouvelle concession majeure en ce qui concerne la reconnaissance d'Israël, basée entièrement sur la confiance.

Alors que tous les soutiens initiaux de l'OLP au scénario des deux États incluaient le droit au retour des réfugié-es dans l'ensemble de la Palestine/Israël – ce qui n'était donc pas nécessairement en contradiction avec l'expression «du fleuve à la mer» – Oslo peut être décrit comme la première fois où les dirigeants de l'OLP/Fatah ont effectivement renoncé à ce droit. Bien sûr, ils ont continué à insister sur le fait qu'il s'agissait de leur politique, mais en reconnaissant Israël alors que la question des réfugié-es était simplement reléguée à de futurs pourparlers sur le «statut final», ils s'en remettaient effectivement à la bonne volonté d'Israël sur une question qu'Israël avait toujours rejetée.

Par conséquent, ceux qui prétendent aujourd'hui que l'OLP a abandonné «du fleuve à la mer» avec la «solution» à deux États, et qu'il ne s'agit aujourd'hui que d'un slogan «extrémiste» ou «du Hamas», glorifient en tant que «modèle de paix» la capitulation totale d'Oslo. Il est important de noter qu'Oslo n'a pas seulement été rejeté par toutes les autres composantes de l'OLP, mais qu'il a également été rejeté au sein du Fatah, même par ses dirigeants. Il ne fait aucun doute que l'opinion ultra-majoritaire au sein du mouvement de libération palestinien dans son ensemble rejette la capitulation d'Oslo et

continue de considérer que la Palestine s'étend du fleuve à la mer, quelle que soit la forme qu'elle prendra.

Bien entendu, comme beaucoup l'avaient prédit, Israël en a profité pleinement, refusant même de discuter des questions du statut final et remplissant la Cisjordanie et Jérusalem de centaines de milliers de colons israéliens illégaux (environ 700 000 aujourd'hui) qui ont volé la moitié du territoire et vivent comme des rois autour des bantoustans palestiniens séparés et enfermés, où «l'Autorité» palestinienne n'a aucune autorité réelle, tandis que la population palestinienne n'a aucun droit dans un Israël d'apartheid, et est constamment déposée, expulsée, humiliée aux points de contrôle et tuée en toute impunité.

C'est cette trahison israélienne

totale et absolue des fausses promesses d'Oslo qui a conduit directement au déclenchement de la deuxième Intifada, beaucoup plus violente, en 2000, et à la montée en puissance du Hamas, une formation «islamiste» radicale extérieure à l'OLP dont l'idéologie et les actions (initialement ses attentats suicides) allaient éroder le message de paix et de coexistence que l'OLP avançait depuis 1969 – au profit du régime israélien qui s'en est servi comme d'une excuse ultra-hypocrite pour proclamer qu'il n'a pas de «partenaire pour la paix» en Palestine!

La mascarade de «l'offre généreuse» de 2000

Un incident important doit être abordé ici: l'affirmation souvent faite par les sionistes et leurs partisans selon laquelle l'OLP s'est vu offrir «95 %» de ce qu'elle voulait par le président américain Clinton et le Premier ministre israélien Ehud Barak en 2000, mais qu'Arafat s'est «désisté» de cette «offre généreuse» et a, au contraire, déclenché la seconde Intifada.

La première question est de savoir si Arafat avait le droit d'accepter «95 %» de ce qui n'était que 22 % de la Palestine, alors que la moitié de la population de la région était désormais palestinienne et – comme l'a clairement affirmé Barak – sans droit de retour pour les millions de réfugié-es de la

14) «Palestinian Declaration of Independence», 18 novembre 1988.

15) Résolution 43/177, 15 décembre 1988.

Nakba de 1948. Il est certain que, par souci d'équité, tout compromis territorial aurait dû venir de la partie qui possède 78 % de la Palestine nettoyée ethniquement.

Deuxièmement, le chiffre de 95 % n'inclut pas Jérusalem-Est, la mer Morte, la vallée du Jourdain ou les colonies israéliennes, ce qui signifie qu'il s'agit plutôt de 70 % des territoires occupés, soit environ 15 % de la Palestine.

Troisièmement, l'omission, par le régime d'occupation illégale, de Jérusalem-Est, partie palestinienne, annexée est cruciale. Israël a proclamé que cette ville était sa capitale éternelle «indivise», rejetant toute division ou même tout partage de Jérusalem-Est (l'idée de faire de Jérusalem-Est la capitale partagée de deux États a été évoquée dans de nombreuses propositions de paix). Pour quiconque s'est renseigné sur la situation au-delà du niveau superficiel, ou s'est rendu sur place, il est clair que Jérusalem-Est n'est pas facultative pour un État palestinien, c'est le cœur géographique, économique et culturel de la Cisjordanie; tous les chemins mènent à Jérusalem. Omettre Jérusalem signifie simplement bantoustaniser. En outre, Jérusalem-Est annexée a été étendue par Israël à quelque 70 kilomètres carrés, avec les colonies israéliennes qui enserrant la ville, elles aussi considérées comme hors de Palestine.

En fait, comme l'explique Naseer Aruri, professeur émérite de sciences politiques à l'université du Massachusetts, «le mythe de "l'offre généreuse" consistait en quatre enclaves, coupées en deux par des colonies illégalement construites et des routes de contournement réservées aux juifs, qui auraient empêché les Palestiniens d'établir un État viable, indépendant et d'un seul tenant dans la région située entre le Jourdain et la mer Méditerranée». (16) Bien que les quatre cantons (nord de la Cisjordanie, centre de la Cisjordanie, sud de la Cisjordanie et Gaza) aient pu être qualifiés d'«État», les exigences d'un État-nation faisaient cruellement défaut. Il s'agirait d'un État sans souveraineté, sans continuité géographique et sans contrôle de ses frontières, de son espace aérien et de ses ressources économiques et hydriques. En fait, il aurait consisté en 64 groupes d'îles

80 % des «Gazaouis» ne sont pas des «Gazaouis»: ce sont des réfugiés et leurs descendant-es qui ont été expulsés de ce qu'est devenu Israël en 1948.



Yitzhak Rabin, Bill Clinton et Yasser Arafat lors de la cérémonie de signature des accords d'Oslo à la Maison Blanche, le 13 septembre 1993. © Vince Musi / The White House

au milieu d'Israël – un «État» existant à l'intérieur d'Israël, mais pas à côté d'Israël.

Il est clair que Clinton et Barak visaient le rejet par les Palestiniens de cette «offre» effroyable.

Le plan de paix arabe

Le plan de paix arabe de 2002, lancé par l'Arabie saoudite et approuvé par l'ensemble de la Ligue arabe, y compris l'OLP, reprenait pour l'essentiel le plan de Fès, mais cette fois-ci en explicitant la reconnaissance d'Israël et

en déclarant que le conflit israélo-arabe serait «terminé» si Israël se retirait des territoires qu'il a occupés en 1967 (y compris les hauteurs du Golan syrien) et autorisait la création d'un État palestinien

avec Jérusalem-Est pour capitale. En ce qui concerne les réfugiés, il se contente d'appeler à «une solution juste au problème des réfugiés palestiniens, à convenir conformément à la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies». (17)

Bien entendu, cette proposition a été rejetée par Israël et les États-Unis.

Il est donc clair que, des décennies plus tard, Israël et les États-Unis sont toujours les États qui rejettent toute solution démocratique, alors que les dirigeants palestiniens visent toujours officiellement la liberté des Palestiniens, du fleuve à la mer, de la manière la plus conciliante possible. Dans la pratique, la situation est bien pire, car

L'Autorité palestinienne dirigée par le Fatah s'est transformée, sous Oslo, en un instrument de l'occupation israélienne dans les bantoustans qu'elle est habilitée à gérer, en lançant des mesures de répression «sécuritaires» à l'encontre des militants palestiniens les plus combattifs.

Le Hamas

Mais qu'en est-il du Hamas ? Le Hamas – Mouvement de résistance islamique – vise certainement une «Palestine islamique» et est donc également une force rejetant toute solution démocratique. Une force née de la colonisation, de la dépossession et de la brutalité israélienne et de l'attitude conciliatrice de l'Autorité palestinienne, mais néanmoins une force de rejet de la solution démocratique d'une manière qui menace la population juive israélienne. Sa rhétorique et ses actions initiales, ainsi que sa charte, le suggèrent certainement.

Bien que cette question mérite un article à part entière, il est important de noter dans ce contexte que le Hamas n'est pas la première organisation de résistance sur la planète à avoir démarré «extrémiste» avant de s'adapter à la réalité. Notamment, lorsque le plan de paix arabe a été présenté au sommet suivant de la Ligue arabe à Riyad en 2007, et à nouveau approuvé par tous les États, le Hamas, qui avait été élu à la tête de l'Autorité palestinienne, s'est abstenu mais n'a pas voté contre (Israël l'a à nouveau rejeté).

16) «Palestine: The reality of Israel's "generous offer"», entretien de Naseer Aruri avec Anthony Arno, 24 avril 2002, *Socialist Worker*.

17) «Plan de paix» de la Ligue arabe, 27 mars 2002.

Palestine

Ce vote n'est pas un fait isolé. Le Hamas a renoncé aux attentats suicides en 2003, puis, de manière plus décisive en 2005, il a battu le Fatah lors des élections nationales pour l'Autorité palestinienne de 2006 et a présenté les fameuses propositions de *Hudna* (cessez-le-feu). Fondamentalement, la *Hudna* est la même chose que la proposition de deux États, mais avec un cessez-le-feu à long terme remplaçant une paix totale avec reconnaissance (18). Le Hamas a déclaré que la lutte armée était nécessaire pour libérer la Cisjordanie et Gaza, mais que si un mini-État palestinien y était établi avec Jérusalem pour capitale, le Hamas instaure-rait un cessez-le-feu de dix ans avec Israël, qui pourrait être étendu à des décennies si Israël maintenait la paix, pendant lesquelles la lutte civile se poursuivrait pour la liberté des Palestiniens (y compris le retour) en Israël. Cela allait de pair avec les déclarations des principaux dirigeants du Hamas selon lesquelles leur lutte était dirigée contre le sionisme et l'occupation, et non contre les juifs, qu'ils ne voulaient pas «jeter à la mer», ce qui a ensuite été intégré dans leur nouveau programme politique (19). Même la question de la reconnaissance d'Israël a été déclarée «*décision du peuple palestinien*» dans le projet de programme gouvernemental du Hamas en 2006 (20).

Mais c'était un problème pour les dirigeants israéliens. Le Hamas n'était utile à Israël qu'en tant que pôle «extrémiste» pouvant justifier la poursuite du rejet israélien (21). Un Hamas plus pragmatique constituait un problème désastreux pour Israël. Israël était tellement terrifié par la paix qu'il a assassiné le médiateur du Hamas,

Ahmed Jabari, juste après que celui-ci eut reçu le projet d'accord de trêve permanente avec Israël, qui comprenait des mécanismes de maintien du cessez-le-feu (22), qu'il avait négocié avec le médiateur israélien Gershon Baskin. La réaction à plus grande échelle d'Israël a été d'enfermer Gaza, où le Hamas dominait, dans un blocus terrestre, maritime et aérien de 16 ans, qui a réduit Gaza à des conditions que les Nations unies ont qualifiées «*d'invivables*» (23), tout en bombardant régulièrement ce ghetto, fermé et extrêmement dense, pour le réduire en cendres et en tuant des milliers de civils. Tout cela visait, entre autres, à faire régresser politiquement le Hamas pour en faire ce que les dirigeants israéliens extrémistes préféraient appeler un «partenaire de guerre». Un objectif apparemment atteint. Et à maintenir la division de la Palestine de 1967 entre Gaza, gouvernée par le Hamas, et la Cisjordanie, gouvernée par la pathétique Autorité palestinienne. Cette situation cauchemardesque a également facilité la mise en place d'un régime interne plus répressif dirigé par le Hamas à Gaza.

Les conséquences de cette réduction de Gaza à un camp de concentration sous bombardements ont été mises en évidence par la violence effroyable qui a explosé dans le sud d'Israël le 7 octobre 2023, ce qui a permis à Israël de tenter de mettre en œuvre son véritable programme à long terme: le nettoyage ethnique complet de Gaza et de la Cisjordanie et la réalisation du programme du Likoud de suprématisme israélien du fleuve à la mer. Était-ce inévitable ?

Gaza, la centralité du retour des réfugiés et le tournant de la Marche du retour

Le célèbre mouvement de la «Marche du retour» à Gaza en 2018-2019 a probablement marqué un tournant. Pour comprendre cela, il est important de revenir sur la question clé du droit au retour des réfugiés palestiniens. Est-ce que peut-être les Palestiniens «en demandent trop» en espérant avoir le droit de retourner dans la Palestine de 1948 (Israël) ainsi qu'un État souverain dans 22 % de la Palestine ? En fait, le chiffre minuscule de 22 % ne peut se justifier que si le droit au retour est inclus. C'est

surtout cela qui autorise à accepter l'accord sur les deux États dans le contexte de la liberté des Palestiniens du fleuve à la mer (il y a aussi la question de la citoyenneté de seconde classe des 20 % de Palestiniens à l'intérieur de l'Israël de 1948).

Et c'est Gaza qui met cela le plus en évidence. Même si nous devons, pour les besoins de l'argumentation, accepter l'abrogation de la résolution 194 des Nations unies ainsi que celle sur les droits humains élémentaires (selon lesquels le droit au retour des réfugiés n'est pas négociable), même si nous devons ignorer les millions de réfugiés palestiniens au Liban, en Syrie, en Jordanie et ailleurs, la question ne peut

être ignorée à Gaza, où elle est essentielle pour comprendre le désastre.

le retour des réfugiés n'est pas un élément supplémentaire à la solution de la question palestinienne, mais une composante essentielle de celle-ci

Parler d'un État palestinien en Cisjordanie «et dans la bande de Gaza» représente un déséquilibre flagrant. La

Cisjordanie a une superficie de 5 860 km² et la bande de Gaza de 360 km²; Gaza ne représente donc qu'environ 6 % des territoires occupés. Pourtant, il y a quelque 3 millions de Palestiniens en Cisjordanie et 2,3 millions à Gaza. Si l'on inclut Jérusalem-Est, on peut dire que la Cisjordanie a une certaine viabilité en tant que partie d'un État indépendant, ce qui n'est pas le cas de la «bande» de Gaza.

Cela n'est pas dû à un quelconque accident, mais au fait que 80 % des «Gazaouis» ne sont pas des «Gazaouis»: ce sont des réfugiés et leurs descendants qui ont été expulsés de ce qui est devenu Israël en 1948 (24). Les villes et les villages d'où ils et elles ont été expulsés sont en grande partie ceux qui se trouvent de l'autre côté de la «frontière», au nord et à l'est de Gaza (en fait, la plupart d'entre eux se trouvaient à l'intérieur des frontières de «l'État arabe» proposé en 1947, avant qu'Israël ne viole ces frontières). C'est le cas de ceux qui ont été attaqués le 7 octobre. Les Palestiniens de Gaza considèrent les colonies israéliennes implantées dans ces régions comme étant des occupations illégales de leurs terres volées. Je ne fais pas cette remarque pour justifier l'horrible violence de ce jour-là, mais c'est certainement l'une des causes de cette fureur, lorsque les personnes expulsées de ces régions se sont échappées du camp de concentration.

18) «Hamas touts 10-year ceasefire to break deadlock over Israel», Ewen MacAskill et Harriet Sherwood, 1er novembre 2006, *The Guardian*.

19) «We will not sell our people or principles for foreign aid», Khalid Mish'al, 1er février 2006, *The Guardian*, «We Do Not Wish to Throw Them Into the Sea», 26 février 2006, et «Khaled Meshaal: Struggle is against Israel, not Jews», 6 mai 2017, *Al Jazeera*.

20) Projet de programme gouvernemental du Hamas, 12 mars 2006.

21) L'auteur utilise ici le terme «rejectionism», comme dans le titre initial de l'article.

22) «Israeli Peace Activist: Hamas Leader Jabari Killed Amid Talks on Long-term Truce», Nir Hasson, 15 novembre 2012, *Haaretz*.

23) «Gaza "invivable", rapporteur spécial de l'ONU pour la situation des droits humains dans les territoires palestiniens occupés à la troisième commission – communiqué de presse (extraits)», 24 octobre 2018.

24) «Where we work», Unrwa, août 2023, «Gaza's Untold Story: From Displacement to Death», infographie, 17 septembre 2015, *Al Mezan*.

25) «Gaza's Great March of Return protests explained», Huthifa Fayyad, 30 mars 2019, *Al Jazeera*.

Quoi que l'on pense de ce jour fatidique – qui, à mon avis, a été un désastre total pour le peuple palestinien, quelle que soit l'euphorie initiale de «briser le mur de la prison» – il souligne certainement le fait que le retour des réfugiés n'est pas un élément supplémentaire à la solution de la question palestinienne, mais une composante essentielle de celle-ci, à moins que l'État palestinien soit composé d'environ 50 % du territoire.

Et c'est là qu'intervient la Marche du retour. En 2018-2019, des milliers de Palestiniens ont marché, sans armes à la main, contre le mur qui sépare leur prison de leurs terres à l'intérieur d'Israël. Ces manifestations de masse entièrement pacifiques se sont poursuivies pendant un an, dans le but de dire au monde et au peuple israélien que «nous sommes toujours là». La réponse du régime sioniste a été de tirer pour tuer et mutiler: 266 Palestiniens ont été massacrés, dont 50 enfants, et plus de 30 000 ont été blessés, dont 3 000 enfants (25). Selon l'ONU, «en 2020, on estime que 10 400 personnes souffriront de graves problèmes de santé mentale liés aux manifestations de la Grande marche du retour, et que près de 42 000 personnes auront des problèmes légers à modérés. Ces chiffres incluent plus de 22 500 enfants» (26). Il est stupéfiant que cet épisode massif de terrorisme sioniste ait été ignoré.

Il s'agissait presque certainement d'un point de non-retour.

La souveraineté indigène en Australie «d'un océan à l'autre».

«Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre» exprime ainsi le point de vue selon lequel la «Palestine» existe dans toutes les parties de la Palestine; la souveraineté de la population autochtone ne peut pas être simplement abolie. Quels que soient les accords «étatiques» conclus de manière temporaire ou même permanente, une «frontière» enfermant deux millions de réfugiés palestiniens dans la «bande» ou «l'enclave» de Gaza (c'est-à-dire un ghetto) n'est pas une frontière pour la Palestine. La Palestine vit à Gaza, en Cisjordanie, à Jérusalem, en Israël (Palestine de 1948) et dans la diaspora, dans le cadre du droit au retour, principalement en Israël.

Cela abolit-il le droit de la nation israélienne, qui, malgré ses origines violentes, existe également aujourd'hui (d'autant plus que la majorité de la population est

née après 1948)? Eh bien, pas selon la position de l'OLP depuis 1969, ni selon aucun des accords internationaux que la Palestine a toujours signés, comme cela a été bien démontré ci-dessus. Mais il y a aussi une autre façon de voir les choses, lorsque l'on considère les luttes des peuples indigènes dans d'autres États coloniaux.

Je prendrai l'exemple de l'Australie où je vis. Tout comme la colonisation sioniste de la Palestine était fondée sur le mythe selon lequel la Palestine était «une terre sans peuple pour un peuple sans terre», la colonisation britannique de l'Australie était fondée sur le mythe de la «terra nullius», c'est-à-dire d'une terre vide, n'appartenant à personne (doctrine finalement mise à mal par l'arrêt de la Haute Cour de Mabo en 1993).

Les Premières nations aborigènes d'Australie se considèrent comme «souveraines» sur l'ensemble du territoire australien. La plupart des Australiens de gauche et progressistes – et même une grande partie de l'opinion libérale dominante – acceptent ce concept comme signifiant que «la souveraineté n'a jamais été cédée», comme nous le déclarons dans *Acknowledgements to Country* (Reconnaissance au pays), et que le lien des Premières nations avec leur terre concerne toutes les parties de leur terre, indépendamment de ceux qui y vivent aujourd'hui et des formations politiques qui y existent. À l'exception des réactionnaires véritablement obscurantistes, personne ne croit sérieusement que la reconnaissance de la souveraineté des Aborigènes signifie qu'ils ont l'intention de «pousser les Australiens non indigènes à la mer».

Non pas que l'Australie blanche soit particulièrement éclairée: lors du récent référendum, 60 % des Australiens ont voté contre une proposition des nations aborigènes visant à établir dans la Constitution une «voix» indigène purement consultative au parlement, afin de représenter partiellement leur souveraineté. Quoi qu'il en soit, la lutte se poursuit, les Premières nations faisant pression pour obtenir mieux que la «voix», rejetée et sans envergure, à savoir un traité entre les Premières nations souveraines et la nation australienne souveraine issue de la colonisation. De nombreux Australiens aborigènes se sont également opposés à la «voix» pour la raison opposée à celle de la plupart des électeurs blancs: parce qu'il s'agissait d'une proposition extrêmement

faible alors qu'ils souhaitent un traité garantissant une représentation plus sérieuse et l'autodétermination en ce qui concerne leurs propres affaires.

Le dialogue national des Premières nations qui s'est tenu à Uluru, dans le centre de l'Australie, en 2017, et qui a appelé au processus «Voix-Vérité-Traité», a posé la question de la souveraineté de cette manière dans sa fameuse «Déclaration du cœur»:

Nos tribus aborigènes et insulaires du détroit de Torrès ont été les premières nations souveraines du continent australien et de ses îles adjacentes, qu'elles possédaient selon leurs propres lois et coutumes. [...] Cette souveraineté est une notion spirituelle: le lien ancestral entre la terre, ou «mère nature», et les peuples aborigènes et insulaires du détroit de Torrès qui en sont nés, y restent attachés et doivent un jour y retourner pour s'unir à leurs ancêtres. Ce lien est à la base de la propriété du sol, ou mieux, de la souveraineté. Elle n'a jamais été cédée ni éteinte et coexiste avec la souveraineté de la Couronne. (27)

Pour celles et ceux qui lisent cela de l'extérieur de l'Australie: la souveraineté de «la Couronne», c'est ainsi que l'Australie blanche coloniale désigne l'État australien actuel, qui est toujours, malgré 122 ans d'indépendance, officiellement sous le grotesque vestige féodal d'un pays situé à l'autre bout du monde. La souveraineté des Premières nations «coexiste» avec celle de «la Couronne» partout en Australie, d'un océan à l'autre; leur souveraineté n'existe pas seulement dans certaines régions largement arides où elles ont remporté des luttes pour les droits fonciers ou dans certaines régions à forte concentration d'Aborigènes.

La Déclaration du cœur d'Uluru se termine ainsi: «*Nous vous invitons à participer avec nous au mouvement du peuple australien pour un avenir meilleur.*»

La déclaration de Yasser Arafat à l'ONU en 1974 comprend également ce qui suit: «*Nous leur offrons [aux Juifs israéliens] la solution la plus généreuse, afin que nous puissions vivre ensemble dans le cadre d'une paix juste dans notre Palestine démocratique.*»

D'un océan à l'autre; du fleuve à la mer. ■

Sydney, 11 novembre 2023

26) «Two Years On: People Injured and Traumatized During the “Great March of Return” are Still Struggling», ONU, 6 avril 2020.

27) «Uluru statement from the heart».

Face à la convergence des crises, le défi de faire avancer les travailleur-es et les peuples

Ce texte est écrit sur la base du rapport sur la situation présenté au Comité international de la IV^e Internationale en octobre 2023. Il aborde notamment les rapports entre les différentes puissances impérialistes, la montée de l'extrême droite et les tâches des révolutionnaires face à la combinaison des crises du systèmes.

Par
Ana Cristina Carvalhaes*

Le siège et le massacre en cours contre les Palestinien-nes de Gaza, menés par l'État israélien avec le soutien ouvert des États-Unis et le silence complice des autres puissances impérialistes occidentales, s'ajoutent à la guerre de Poutine contre l'Ukraine pour montrer l'instabilité et la violence brutale qui caractérisent le nouvel ordre géopolitique mondial. La multiplication des guerres et l'aggravation des tensions entre et au sein des États ne sont qu'un des signes de la nouvelle période historique de convergence des crises, qui a débuté avec celle de 2008.

Le texte suivant n'est pas un travail personnel mais le résultat de discussions que nous avons eues ces derniers mois entre les membres du Comité international de la IV^e Internationale. Nous constatons la dimension internationale sans précédent prise par les grandes questions posées à l'humanité. La crise du capitalisme a pris une nouvelle ampleur depuis la crise économique de 2008 et la récession qui l'a suivie, et surtout avec la pandémie de Covid. La crise capitaliste est clairement devenue multidimensionnelle. Il y a une convergence, une articulation entre la crise environnementale – qui produit depuis quelques années des phénomènes climatiques de plus en plus extrêmes, dont les récentes vagues de canicules –, la phase de stagnation économique durable, l'in-

tensification de la lutte pour l'hégémonie dans le système interétatique entre les États-Unis et la Chine, les avancées de l'autoritarisme et du néofascisme, et la résistance des peuples et des travailleurs et la multiplication des guerres dans le monde (Palestine, Ukraine, Soudan, République démocratique du Congo et Myanmar).

Cette articulation montre que nous sommes entré-es dans un nouveau moment de l'histoire du capitalisme. Une période qualitativement différente de celle que nous avons vécue depuis la mise en place de la mondialisation néolibérale à la fin des années 1980, et beaucoup plus conflictuelle du point de vue de la lutte des classes que celle qui s'était ouverte avec l'effondrement de l'Union soviétique et des régimes bureaucratiques d'Europe de l'Est. Comme nous le disions en mars 2021, *«la pandémie aggrave la crise multidimensionnelle du système capitaliste et ouvre un moment d'imbrication de phénomènes anciens qui s'étaient développés de manière relativement autonome et qui, avec la pandémie, convergent de manière explosive: [...] Il s'agit de processus qui se manifestent et interagissent entre eux, modifiant l'ordre mondial hérité des années 1990 avec la fin du bloc de l'Europe de l'Est, l'implosion de l'URSS et la restauration capitaliste tant dans cette partie du monde qu'en Chine»*. (1)

La toile de fond et le point de rencontre de toutes les facettes de cette crise multidimensionnelle est la crise écologique, causée par deux siècles d'accumulation capitaliste prédatrice. L'escalade de la crise climatique et environnementale frappe durement l'humanité et la vie sur la planète: le climat s'emballe, la biodiversité

disparaît, on fait face à la pollution, à des contaminations et des pandémies. L'économie mondialisée, basée sur la combustion d'énergies fossiles et la consommation croissante de viande et d'aliments ultra-transformés, produit rapidement un climat qui réduira l'espace géographique dans lequel l'humanité peut vivre. La fonte des pôles et des glaciers accélère la montée des mers et la crise de l'eau. L'agro-industrie, l'exploitation minière et l'extraction d'hydrocarbures progressent, malgré les résistances, sur les forêts tropicales, pourtant essentielles au maintien des systèmes climatiques et de la biodiversité. Les effets de la crise climatique continueront à se manifester violemment, détruisant les infrastructures, les systèmes agricoles, les moyens de subsistance et provoquant des déplacements massifs de populations. Rien de tout cela ne se produira sans une exacerbation des conflits sociaux.

Cette situation a-t-elle des précédents ? C'est un débat annexe mais très animé parmi les historiens. Bien sûr, ce qui se rapproche le plus de ce que nous vivons aujourd'hui, est la convergence des crises qui a eu lieu au début du 20^e siècle – celle qui a abouti à «l'âge des catastrophes», comme l'a nommé Hobsbawm (1914-1946), et à deux guerres mondiales sanglantes. Il y a au moins deux très grandes différences dans la situation actuelle: premièrement, nous sommes face à la crise écologique; le système a créé les conditions d'une complète transformation, régressive, de la vie de l'humanité et de toutes les formes de vie. La seconde, non moins cruciale, est que les changements, de plus en plus rapides, se combinent avec le maintien d'un élément de la période précédente: l'absence d'une alternative au capita-

* Ana Cristina Carvalhaes, journaliste et fonctionnaire fédérale, est membre fondatrice du PSOL et membre du Bureau exécutif de la Quatrième Internationale.
1) «Rapport sur la situation internationale», Comité international de la IV^e Internationale, 31 mars 2021.

lisme qui soit crédible aux yeux des masses, l'absence d'une force ou d'un ensemble de forces anticapitalistes dirigeant des révolutions économiques et sociales.

Ce n'est pas qu'il n'y ait pas de luttes et de résistances. Au contraire. Ce siècle a connu au moins deux grandes vagues de luttes démocratiques et anti-néolibérales, dont ont fait partie le mouvement des femmes, un mouvement renouvelé, et le mouvement antiraciste initié aux États-Unis. Cependant, ces grandes luttes ont été confrontées, d'un point de vue objectif, non seulement au capitalisme néolibéral et à ses gouvernements, mais aussi aux dilemmes de la réorganisation structurelle du monde du travail – la classe ouvrière industrielle a perdu de son poids social dans une grande partie de l'Occident; les opprimé-es, les jeunes et les nouveaux secteurs de travailleurs/ses précaires ne sont pas encore organisé-es de manière permanente et ont en général des difficultés à s'unir avec le mouvement syndical. Cette situation s'accompagne d'une régression de la conscience des opprimé-es et des exploité-es, affectée par les reconfigurations géographiques, technologiques et structurelles et par l'hyper-individualisme néolibéral. À cela s'ajoute l'extrême fragmentation de la gauche socialiste, pour constituer une situation où les luttes sont plus difficiles et où les résultats en termes de conscientisation et d'organisation politique sont plus rares.

La combinaison des crises les amplifie

Caractériser la crise capitaliste comme multidimensionnelle signifie qu'il ne s'agit pas d'une simple somme de crises, mais d'une combinaison dialectiquement articulée, dans laquelle chaque sphère a un impact sur l'autre et est impactée par les autres. En ce qui concerne la relation entre les sphères de l'économie et du social d'une part, l'écologie de l'autre, les pays impérialistes centraux, qu'ils soient de l'Ouest ou de l'Est, s'ils ne sont pas suicidaires, font face au défi très difficile de mettre en œuvre une transition énergétique qui minimiserait les effets du changement climatique à un moment où la baisse tendancielle du taux de profit s'accélère.

Le lien entre la guerre en Ukraine (avant même l'explosion du conflit en Palestine) et la stagnation économique a aggravé la situation alimentaire critique des personnes les plus pauvres dans le



«Vendredi pour l'avenir» 15 mars 2019, Toronto.
© Dina Dong - Own work, CC BY-SA 4.0

monde, avec plus de 250 millions de personnes supplémentaires souffrant de la faim en dix ans (2014-2023). Le flux de personnes déplacées par les guerres, le changement climatique, la crise alimentaire et le renforcement des régimes répressifs augmente, en particulier dans les pays du Sud, bien que les médias accordent plus d'importance aux déplacements forcés du sud vers le nord.

Les perspectives désastreuses dans les domaines environnemental et économique, depuis au moins 2016, ont sans aucun doute joué un rôle important en poussant une partie des fractions bourgeoises dans différents pays à se détacher du projet des démocraties formelles comme meilleur moyen de mettre en œuvre les préceptes néolibéraux. Des secteurs de plus en plus importants de la bourgeoisie adoptent des alternatives autoritaires au sein des démocraties libérales, ce qui a conduit au renforcement des mouvements fondamentalistes de droite et des gouvernements d'extrême droite (Trump, Modi, Bolsonaro), ainsi qu'à l'établissement de liens entre les partisans de ces forces à l'échelle internationale.

Le développement de l'hyper-individualisme, une forme de relation sociale liée au néolibéralisme, combinée à l'utilisation par la droite des réseaux sociaux – et peut-être maintenant de l'Intelligence artificielle – favorise encore plus la dépolitisation, la fragmentation des classes et le conservatisme. Les technologies numériques contribuent également à approfondir la subordination-clientélisme de la petite et moyenne paysannerie, alors qu'elles sont les principales productrices

d'aliments dans le monde, voir sa disparition massive. D'autre part, le néolibéralisme, en continuant à attaquer violemment ce qui reste des États-providence, en imposant la surexploitation des travailleuses et travailleurs de l'industrie et des services, et notamment des soignant-es, jette les femmes, en particulier les travailleuses, dans le dilemme entre survivre (mal) ou se battre.

Avec les plans d'austérité, le système s'attaque brutalement aux services sociaux qu'il avait créés dans le passé: il les supprime complètement ou, lorsque des bénéfiques peuvent être réalisés, les cède au secteur privé. Le néolibéralisme maintient les femmes dans le cadre de la main-d'œuvre formelle dans le Nord, et dans des formes moins structurées et plus informelles dans le Sud, en réduisant les salaires et les revenus de celles qui travaillent comme employées ou fournissent des services, tout en accablant les femmes actives dans leur ensemble avec les tâches de soins aux enfants, aux personnes âgées, aux malades, aux personnes différentes – le travail que l'État-providence couvrait autrefois, lorsqu'il existait. Les réseaux de reproduction sociale étant en crise, davantage dans les pays néocoloniaux que dans les métropoles, la société néolibérale repousse les femmes dans le travail domestique et racialise les tâches de soins, mais n'assume pas la responsabilité de la reproduction sociale dans son ensemble.

D'un point de vue géoéconomique, dispositifs numériques et algorithmes permettent au capitalisme néolibéral d'aujourd'hui et à son système interétatique d'exploiter de nouvelles forces

Situation internationale

productives (plateformes numériques), de nouveaux types de relations sociales de production (ubérisation) et la marchandisation de diverses relations sociales. Dans le même temps, le centre de gravité de l'accumulation mondiale du capital s'est déplacé au 21^e siècle de l'Atlantique Nord (Europe-États-Unis) vers le Pacifique (États-Unis, en particulier la Silicon Valley, l'Asie de l'Est et du Sud-Est). Ce n'est pas seulement la Chine qui est décisive, mais toute la région, du Japon et la Corée à l'Australie et à l'Inde.

Sur le plan politique, le grand ennemi

Les nouvelles extrêmes droites, sous différentes versions, progressent en Europe – en France notamment, elles pourraient arriver au gouvernement –, en Amérique latine, où elles viennent de conquérir la Casa Rosada (Argentine), après le coup d'État de Dima Boluarte au Pérou, en 2022, et aux États-Unis, où Trump pourrait revenir à la Maison Blanche. Elles sont de véritables menaces en Asie, avec le fils du dictateur Marcos aux Philippines et le xénophobe

antimusulman Narendra Modi en Inde. Dans cette crise politique de longue durée, le mécontentement touche de plein fouet non seulement la droite « traditionnelle » ou plus « cosmopolite » (« néolibérale progressiste », selon les termes de Nancy

Fraser), comme aux États-Unis, en Italie, en Inde (Parti du Congrès) et aux Philippines, mais aussi les social-démocraties et les « progressismes » qui ont cogéré les États néolibéraux des dernières décennies – cf. les victoires de Duterte en 2016 contre une coalition de droite et de Bolsonaro contre le PT en 2018, ainsi que la récente défaite du péronisme et la montée de Vox en Espagne.

Depuis 2008, et de manière plus marquée depuis le Brexit et la victoire de Trump en 2016, les mouvements et partis d'extrême droite se sont renforcés et développés avec des victoires électorales dans le cadre du système. Ils se présentent comme contre-systémiques,

bien qu'extrêmement néolibéraux, conservateurs, nationalistes, xénophobes, racistes, misogynes, antiféministes, anti-droits LGBTQIA+, transphobes, et inspirés ou massivement soutenus par le fondamentalisme religieux, de type chrétien néo-pentecôtiste en Amérique latine et aux États-Unis, et hindouiste en Inde. Contrairement aux fascismes d'il y a cent ans, ils répandent le négationnisme scientifique, notamment dans la compréhension du changement climatique – parce qu'ils ont besoin de nier la réalité tragique pour représenter un quelconque espoir – et dans l'orientation de la prise en charge collective des populations face aux pandémies et aux épidémies.

La montée de cette constellation de néo ou post-fascismes est principalement le résultat d'au moins deux décennies de crise des démocraties néolibérales et de leurs institutions. Ces régimes néolibéraux ont été responsables – et sont perçus comme tels par les populations – de l'accroissement des inégalités, de la paupérisation, de la corruption, de la violence et de l'absence de perspectives pour les jeunes. Ils se sont révélés incapables

de répondre de manière satisfaisante aux aspirations des peuples et des travailleurs. La racine profonde de la nouvelle extrême droite est donc le désespoir des secteurs sociaux appauvris face à l'aggravation de la crise, la désintégration du tissu social imposée

par le néolibéralisme – dans lequel le fondamentalisme religieux se développe –, combinés aux échecs des « alternatives » représentées par le social-libéralisme et le « progressisme ». En conséquence, on voit l'apparition et le développement de fractions de la bourgeoisie qui soutiennent le néofascisme en tant que solution politico-idéologique capable de verrouiller les régimes, de contrôler les mouvements de masse d'une main de fer, d'imposer des ajustements brutaux et des dépossessions afin de récupérer les taux de profit. L'exemple le plus notable de cette division est la polarisation aux États-Unis entre le trumpisme (qui a pris d'assaut le Parti républicain) et le Parti démocrate.

Parallèlement et conjointement, on assiste au renforcement de théocraties meurtrières, de véritables califats au Moyen-Orient; des dictatures en Asie centrale; du néofascisme oligarchique-impérial de Poutine en Russie; tandis que le Parti communiste chinois sous Xi Jing Ping étend la répression. Cette combinaison constitue une menace historique pour les libertés publiques et les acquis démocratiques partout dans le monde. Sans effacer nos critiques des limites des démocraties bourgeoises formelles, nous révolutionnaires défendons tout particulièrement le droit des exploités et des opprimés à lutter et à s'organiser. Dans ce contexte défavorable à ceux d'en bas, la soi-disant gauche nostalgique du stalinisme, qui défend Poutine et le modèle chinois, ou Maduro et Ortega, comme alternatives au système impérialiste, collabore à l'affaiblissement et à l'usurpation de ces libertés, créant un obstacle de plus à la lutte pour une démocratie réelle, c'est-à-dire socialiste.

La crise économique et sociale

Nous vivons toujours sous l'impact de la grande crise financière de 2008, qui a ouvert une nouvelle grande dépression (au sens de Michael Roberts), comme celle des années 1873-90 et surtout comme celle de 1929-1933. Pour la plupart des analystes de gauche, nous vivons une crise de la mondialisation néolibérale. D'abord, parce que ce mode de fonctionnement capitaliste n'est plus capable de garantir comme par le passé la croissance et les taux de profit qu'il a connus à la fin des années 1980 et 1990. Ensuite, parce que la polarisation géopolitique, aggravée par l'invasion de l'Ukraine, par la progression des nationalismes et maintenant par le massacre de Gaza par Israël, ébranle les chaînes de valeur super-internationalisées – citons la chaîne énergétique Europe-Russie et la production mondiale de puces, cible de la fureur américaine pour empêcher le leadership chinois dans les télécommunications et l'intelligence artificielle. Avec la pandémie de Covid, puis l'invasion russe de l'Ukraine et ses conséquences, ainsi que la rivalité accrue entre les États-Unis et la Chine, les chaînes de production mondiales, déjà ébranlées, sont en train d'être remodelées. Cependant, aucune de ces difficultés ne freine les gouvernements impérialistes néolibéraux et leurs subordonnés dans leur

poursuite des ajustements structurels et des attaques contre les salaires et les budgets sociaux, ainsi que la marchandisation de l'agriculture.

Malgré la croissance dérisoire enregistrée après 2008, l'économie néolibérale lutte contre sa propre crise par une fuite en l'avant, à travers la concentration continue du capital, la financiarisation, l'endettement public et privé, et la numérisation – qui confère de plus en plus de pouvoir aux grandes sociétés transnationales en général et aux grandes entreprises technologiques en particulier. La combinaison de la stagnation en Occident, de l'inflation croissante (aggravée par la guerre en Ukraine) et de la mise en œuvre des mêmes politiques néolibérales ne fait qu'exacerber les inégalités sociales, régionales, raciales et de genre entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci.

La reprise des échanges économiques internationaux et l'importante offre de crédit pour soutenir la reprise des activités après la pandémie de Covid ont créé une augmentation soudaine de la demande, une spéculation sur l'énergie et les matières premières et un niveau d'inflation inconnu depuis des décennies, une situation aggravée à tous égards par l'impact économique des guerres sur les chaînes de production et de distribution mondialisées.

La forte hausse de l'inflation est exacerbée par une spirale d'augmentation entre les marges bénéficiaires et les prix, et non par une spirale d'augmentation entre les salaires et les prix, contrairement à ce que prétendent la BCE et la Fed en particulier. La Fed, la BCE et d'autres banques centrales ont augmenté les taux d'intérêt, prenant le risque d'une récession mondiale en 2023, et en affectant les systèmes financiers moins réglementés tels que ceux des États-Unis et de la Suisse. La recherche effrénée de la protection contre la crise (ou du maintien des profits) encourage la spéculation financière et menace en permanence le système avec la vague de faillites de 2008 qui a touché non seulement les banques mais aussi de grandes entreprises industrielles comme General Motors, Ford, General Electric, ou de grandes sociétés immobilières. Outre son caractère récessif – qui ébranle le niveau de vie des masses laborieuses – la hausse des taux d'intérêt accroît les dettes souveraines et privées, créant les conditions de nouvelles crises de défaut régionales, voire mondiales.

Un ordre géopolitique en reconfiguration

Le «chaos géopolitique» dont nous parlions il y a quelques années s'est aggravé, et, par ailleurs, il donne lieu à ce que l'économiste marxiste Claudio Katz appelle une crise du système impérial, c'est-à-dire un affaiblissement de la puissance hégémonique, accompagné de l'affirmation de nouveaux impérialismes, chinois et russe particulièrement. Il s'agit d'une reconfiguration en cours dans un contexte mondial d'immense instabilité, sans que rien ne soit consolidé, de sorte que toute affirmation est davantage un pari sur l'hypothèse la plus probable. En tout état de cause, l'unipolarité du bloc sous leadership américain n'existe plus.

Les faits montrent qu'avec le renforcement du géant asiatique dans les domaines économique, technologique et militaire, nous vivons, à tout le moins, un conflit inter-impérialiste basé sur la rivalité entre l'ancien système impérial – le bloc américain avec les impérialismes européens, la province canadienne, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie – et le bloc qui est en train de se construire autour de la Chine. Le bloc chinois, en expansion et offensif, inclut la Russie (malgré ses intérêts particuliers et ses contradictions avec Pékin), la Corée du Nord, de nombreuses républiques d'Asie centrale, se fait de nouveaux amis parmi les califats du Moyen-Orient (Arabie saoudite, Qatar, Bahreïn, Iran) et tente de transformer les

BRICS en une alliance contre les impérialismes occidentaux.

La nature du «grand bond» chinois des trente dernières années est capitaliste. Héritier d'une grande révolution sociale et d'un tournant restaurateur à partir des années 1980, indispensable à la refonte néolibérale du monde (menée en partenariat avec les États-Unis et leurs alliés), l'impérialisme chinois présente des caractéristiques particulières, comme tous les impérialismes. Il repose sur un capitalisme étatique planifié, centralisé dans le PCC et les forces armées chinoises, avec des politiques développementalistes classiques, où de nombreuses grandes entreprises sont des joint-ventures entre des entreprises appartenant à l'État ou contrôlées par l'État et des entreprises privées. Son impérialisme est encore, bien sûr, en construction, mais celle-ci est très avancée. Au cours des dix dernières années, la Chine a fait un bond en avant dans l'exportation de capitaux et est devenue le pays qui dépose et enregistre le plus de brevets au monde. Au cours des deux dernières années seulement, la Chine est devenue davantage un exportateur qu'un importateur de capitaux, en mettant l'accent sur ses participations dans des sociétés énergétiques, minières et d'infrastructure dans les pays néocoloniaux (Asie du Sud-Est et Asie centrale, Afrique et Amérique latine). Elle investit de plus en plus dans l'armement et franchit avec véhémence les limites – en particulier celles de la «ligne en neuf traits», autour de Taiwan



Manifestations et occupations à Madrid le 20 mai 2011. © Carlos Delgado, CC BY-SA 3.0

Situation internationale

et ceux tracés dans la mer du Sud – qu'elle interdit à ses rivaux de franchir. Elle n'a pas encore envahi ou colonisé «un autre pays» sur le modèle européen ou américain, bien que sa politique à l'égard du Tibet et du Xinjiang (et des petits territoires historiquement en litige avec l'Inde et le Bhoutan) soit essentiellement impérialiste et colonialiste.

La Russie d'aujourd'hui résulte de la destruction des fondations de ce qu'était l'Union soviétique et de la restauration capitaliste, chaotique et non centralisée, qui y a eu lieu, sur la base de la prise de contrôle d'anciennes et de nouvelles entreprises par des bureaucrates devenus oligarques. Poutine et son groupe, issu des secteurs des anciens services d'espionnage et de répression, ont conçu au début du siècle le projet de recentraliser le capitalisme russe, en utilisant les relations bonapartistes entre oligarques et une version 21^e siècle de la vieille idéologie nationale-impérialiste de la Grande Russie, transformée en instrument essentiel pour réaffirmer le capitalisme russe dans la concurrence inter-impérialiste et pour accroître qualitativement la répression des peuples de la Fédération – y compris le peuple russe.

C'est dans ce nouveau contexte que nous devons comprendre l'invasion russe de l'Ukraine, la guerre qui dure depuis presque deux ans maintenant, et l'offensive israélo-américaine contre Gaza. La guerre en Ukraine pourrait durer encore longtemps, sans qu'un camp ne l'emporte sur l'autre. Mais les États-Unis ont bien plus intérêt à garantir, depuis octobre 2023, une aide militaire et financière au massacre palestinien qu'à soutenir la guerre défensive du gouvernement et du peuple ukrainiens pour leur autodétermination. Les États-Unis sont à l'offensive avec Israël en Palestine, leur bloc reste actif sur le théâtre des opérations en Europe de l'Est, tout en se préparant à l'éventualité de conflits en Asie (Taiwan, mer de Chine) et en Océanie. Avec une Chine en difficulté économique, un Poutine renforcé pour l'instant et un régime américain en grave crise – avec la possibilité d'un retour

de Trump à la Maison Blanche – le scénario du système capitaliste interétatique est celui de conflits croissants, de tensions et d'incertitudes tout aussi grandes pour les travailleurs et les peuples.

Ce nouveau (dés)ordre impérialiste n'a pas seulement entraîné des guerres en Ukraine et en Palestine. Nous assistons à la multiplication des situations de guerre dans le monde entier, comme en Syrie, au Yémen, au Soudan et dans la partie orientale de la République démocratique du Congo, sans parler des guerres civiles déclarées – comme la guerre civile au Myanmar – ou déguisées, à l'instar de la guerre permanente des États latino-américains contre les organisations criminelles, et de ces dernières contre les masses, comme on le voit au Mexique et au Brésil. Cette situation conflictuelle progresse dans la géoéco-

nomie et la géopolitique de l'Afrique, où la Russie rivalise économiquement et militairement avec la France et les États-Unis, notamment dans les anciennes colonies francophones d'Afrique de l'Ouest. De son côté, la Chine continue d'essayer d'accroître

son influence économique dans toutes les parties du continent africain. Ce nouveau désordre menace de multiplier les conflits inter-impérialistes et de relancer la course au nucléaire, rendant le monde plus instable, plus violent et plus dangereux.

L'émergence de rivaux n'enlève rien à la nature des États-Unis en tant que pays le plus riche et le plus puissant militairement, dont la bourgeoisie est la plus convaincue de sa «mission historique» de dominer la planète à tout prix, et donc de faire la guerre pour poursuivre son hégémonie. Le fait est que si les États-Unis sont imbattables en matière de coercition, ils ont un sérieux problème: une hégémonie impérialiste (comme toutes les hégémonies) ne peut être maintenue que si elle convainc également ses alliés et son opinion publique intérieure. L'Oncle Sam est en effet celui qui a le dernier mot dans la «collectivité» impérialiste encore hégémonique, mais il a de très graves problèmes qui n'existaient pas dans la période précédente: son élite économique et politique

est divisée comme jamais sur le projet de domination intérieure (société et régime démocratique bourgeois sont en crise ouverte depuis que le Tea Party et Trump ont pris le contrôle du Parti républicain de l'intérieur) et est obligée de faire face au gâchis de défaire les chaînes de valeur qui ont profondément lié l'économie des États-Unis à celle de la Chine au cours des quarante dernières années.

Cette conception est devenue plus évidente depuis l'ascension de Trump aux États-Unis et a été consolidée par la posture de la Chine dans la guerre en Ukraine – certains experts font remonter les origines de la rivalité actuelle à 1991-2000, avec l'hégémonisme unipolaire des États-Unis. Cela vaut la peine d'être lu et débattu. S'il est essentiel de caractériser ce qui change dans le bloc des puissances et des anciennes puissances, cette refonte a de profondes implications pour la périphérie et la semi-périphérie.

La place de la guerre en Ukraine

L'invasion de l'Ukraine par l'armée de Poutine a accéléré le remodelage géopolitique du monde. Avec l'escalade des tensions en Asie de l'Est à propos de Taiwan et de la mer de Chine méridionale, le risque de guerres directes entre les principales puissances impérialistes s'est accru. Il existe un risque d'escalade nucléaire, même si ce n'est pas le scénario le plus probable. Le «nouvel ordre» en construction, qui comporte déjà la menace de conflits inter-impérialistes plus nombreux et d'une reprise de la course nucléaire, rend le monde plus conflictuel et plus dangereux.

Atroce et injustifiée, l'invasion russe de l'Ukraine décidée par Poutine le 24 février 2022, et la guerre qu'elle a provoquée, ont déjà fait plus de 250 000 mort-es (50 000 dans l'armée russe) et près de 100 000 civil-es ukrainien-nes. La Russie continue de bombarder les zones civiles et d'attaquer les chemins de fer, les routes, les usines et les entrepôts, ce qui détruit les infrastructures ukrainiennes. Des millions d'Ukrainien-nes ont été contraint-es de fuir le pays, laissant des familles et des communautés brisées. Elles et ils sont devenu-es des réfugié-es, ce qui, selon les pays d'accueil, peut signifier être sans statut permanent, sans logement, sans travail ou sans revenu, et faire peser une lourde charge sur les pays voisins dont les populations se sont mobilisées pour apporter un soutien matériel.

Nous défendons le droit du peuple ukrainien à déterminer son propre avenir dans son propre intérêt et dans le respect des droits de toutes les minorités; son droit à déterminer cet avenir indépendamment des intérêts de l'oligarchie ou du régime capitaliste néolibéral actuel, des conditions du FMI ou de l'UE – ce qui implique l'annulation totale de sa dette; et le droit de tous les réfugié-es et personnes déplacées de retourner chez elles et eux en toute sécurité et dans le respect de leurs droits.

La seule solution durable à cette guerre passe par la fin des bombardements des populations civiles et des infrastructures de l'énergie, ainsi que le retrait complet des troupes russes. Toute négociation doit être publique devant le peuple ukrainien. Nous luttons pour le démantèlement de tous les blocs militaires – OTAN, OTSC, AUKUS – et nous continuons également à lutter pour le désarmement mondial, en particulier en ce qui concerne les armes nucléaires et chimiques.

En Russie et en Biélorussie, celle et ceux qui s'opposent à la guerre impérialiste de Poutine sont criminalisé-es. En Russie, les déserteurs de l'armée et celle et ceux qui osent protester ouvertement sont sévèrement réprimé-es. Des centaines de milliers de personnes ont également été contraintes de fuir la Russie, souvent sans statut de réfugié-e et en subissant les effets des mesures destinées à punir les partisans du régime russe. Elles aussi méritent toute notre solidarité, et nous appelons à la fin de

toute répression des opposant-es russes à la guerre et, si nécessaire, leur accueil dans le pays de leur choix.

Coups d'État récents en Afrique

Les récents coups d'État militaires dans les anciennes colonies françaises d'Afrique (Mali, Burkina Faso et Niger) sont un indicateur de la profonde crise sociale et politique que traverse cette région, fragilisée par la montée en puissance des actions militaires des groupes terroristes islamistes, renforcés par la défaite de Kadhafi en Libye et l'intervention des puissances occidentales. Dans ces trois pays, les militaires qui ont pris le pouvoir, sans rencontrer de résistance dans un contexte de crise de régime, ont profité du discrédit total des institutions politiques et du rejet généralisé de la présence impérialiste française au sein de la population, notamment parmi les jeunes du Sahel. Ce rejet de la France impérialiste par la population s'est également exprimé très clairement au Sénégal lors des mouvements sociaux de 2021. Dans le cas du coup d'État militaire au Gabon, pays d'Afrique centrale et qui est également une ancienne colonie française, l'élément décisif est la crise du régime, car dans ce pays il n'y a pas de rejet de la France équivalent à celui qui existe chez ses voisins.

En tout état de cause, les militaires qui sont arrivés au pouvoir n'offrent pas de véritable alternative aux politiques impérialistes et au modèle néolibéral,

tout comme les islamistes qui sont arrivés au pouvoir par le biais des élections en Tunisie et en Égypte après le printemps arabe. Aucun d'entre eux ne se prononce même sur la question de l'anti-impérialisme – si fort pourtant sur le continent dans les années 1960 et 1970 – et sur la nécessité d'une unité africaine radicalement différente de la prétendue unité représentée par l'Union africaine et son orientation d'intégration dans la mondialisation néolibérale.

En tant que Quatrième Internationale, nous rejetons le discours des impérialistes occidentaux qui, sous prétexte de rétablir l'ordre constitutionnel dans ces pays, soutient une intervention militaire pour préserver leurs intérêts. Nous soutenons la demande de retrait des troupes militaires françaises de toute la région, à commencer par le Niger (2). Nous exigeons la fermeture de la base militaire américaine d'Agadez au Niger et le départ des troupes du groupe Wagner. Nous soutenons tous les efforts pour récupérer la souveraineté politique et économique des peuples, dans le sens d'un mouvement nouveau et antisystème pour l'unité des pays et des peuples d'Afrique.

Ceux qui sont au bas de l'échelle réagissent par des mobilisations

Après la crise de 2008, les mobilisations de masse ont repris partout dans le monde. Printemps arabe, Occupy Wall Street, Plaza del Sol à Madrid, Taksim à Istanbul, juin 2013 au Brésil, Nuit Debout et Gilets jaunes en France, mobilisations à Buenos Aires, Hong Kong, Santiago et Bangkok. Cette première vague a été suivie d'une deuxième vague de soulèvements et d'explosions entre 2018 et 2019, interrompue par la pandémie: la rébellion antiraciste aux États-Unis et au Royaume-Uni, avec la mort de George Floyd, les mobilisations de femmes dans de nombreuses parties du monde, y compris la lutte héroïque des femmes en Iran, les révoltes contre les régimes autocratiques comme en Biélorussie (2020), une mobilisation de masse des paysans indiens qui a triomphé en 2021. L'année 2019 a vu des manifestations, des grèves ou des tentatives de renversement de gouvernements dans plus d'une centaine de pays – «dans plus

2) Depuis, la France a annoncé avoir retiré toutes ses troupes du Niger.



Manifestation contre l'invasion de l'Ukraine, Toronto, Canada, 27 février 2022. © Richard Eriksson, CC BY 2.0.

Situation internationale

d'un pays sur trois, les soulèvements ont eu des répercussions politiques très concrètes: ils ont conduit au départ du chef d'État ou de gouvernement (Soudan, Algérie, Bolivie, Liban), à un remaniement ministériel (Irak, Guinée, Chili) ou encore à l'abandon des réformes qui firent éclore les mobilisations (France, Hong Kong, Indonésie, Équateur, Albanie, Honduras)» (3).

Il faut souligner, au lendemain de la pandémie, les trois mois de résistance en France contre la réforme des retraites de Macron ainsi que le soulèvement des travailleurs/ses, des étudiant-es et de la population en Chine qui a contribué à mettre en échec la politique du Parti communiste chinois «Zéro Covid». Aux États-Unis, le processus de syndicalisation et de lutte se poursuit dans les nouvelles branches de production (Starbuck's, Amazon, UPS), avec l'émergence de nouveaux processus antibureaucratiques de base, avec des grèves de travailleurs/ses dans l'éducation, les soins de santé et, en 2022/2023, les grandes grèves des scénaristes et des acteurs d'Hollywood, ainsi que la grève historique et jusqu'à présent victorieuse des travailleurs des trois grandes entreprises automobiles du pays.

La classe ouvrière au sens large, qui se prépare aujourd'hui aux impacts de l'intelligence artificielle (et qui résiste, comme le montre la grève des scénaristes et des acteurs américains), est toujours vivante et nombreuse, bien que restructurée, réprimée, moins consciente et organisée qu'au siècle dernier. Les grands complexes industriels survivent en Chine et s'étendent en Asie du Sud-Est. Les paysans d'Afrique, d'Asie du Sud (Inde et Pakistan) et d'Amérique latine résistent courageusement à l'invasion de l'agro-industrie impérialiste. Les peuples autochtones, qui représentent 10 % de la population mondiale, résistent à l'avancée du capital sur leurs territoires et défendent les biens communs indispensables à toute l'humanité. La défaite du Printemps arabe et la tragédie syrienne limitent les capacités de résistance des peuples du Proche et du Moyen-Orient; malgré cela, nous avons assisté au soulèvement héroïque des femmes et des filles d'Iran.

En Amérique latine, les explosions sociales et les luttes, qui ont combiné les revendications démocratiques et économiques, sont canalisées dans le cadre

de l'élection des gouvernements dits «progressistes» de la deuxième vague – en tenant compte des différences entre les gouvernements de Lula, Amlo, Petro et Boric. Notre politique générale ne doit pas être une opposition frontale et sectaire vis-à-vis de ces gouvernements, mais une politique combinant des revendications et des propositions de mobilisations – y compris sur les meilleurs moyens de combattre l'extrême droite – et l'indépendance politique des mouvements et des partis dans lesquels nous agissons vis-à-vis de ces gouvernements.

Les travailleurs/ses résistent toujours au capital et luttent pour leurs conditions de vie, bien que cela se fasse dans le cadre de la réorganisation du travail et de nouvelles manières de s'organiser pour lutter, avec plus de difficultés que pendant les années «glorieuses» de l'État-providence du 20^e siècle. L'enjeu est d'œuvrer, plus que jamais, dans chaque pays, dans chaque périphérie urbaine, sur chaque lieu de travail, dans chaque occupation et chaque grève, dans chaque nouveau syndicat de base, dans chaque nouvelle couche sociale et chaque nouveau mouvement populaire de résistance à l'ordre dominant, à l'unité pour des revendications communes, à créer et renforcer l'auto-organisation et la politisation anticapitaliste des mots d'ordre, en vue de la reconstruction d'une indépendance de classe et d'une conscience anticapitaliste des exploités-es et des opprimés-es.

En Afrique subsaharienne existent, d'une part, les mouvements dits citoyens (Le Balai citoyen, Y en a marre!, Lucha, etc.) qui semblent chercher un nouvel élan et, d'autre part, les manifestations populaires, y compris celles de l'opposition politique, auxquelles les régimes répondent par une répression féroce (Sénégal, Swatini/ex-Swaziland, Zimbabwe, etc.). En général, leur ancrage à gauche ou «progressiste» (anti-néolibéral) n'est pas évident, sans parler d'une perspective anticapitaliste (comme celle mise en avant lors du Hirak par les camarades algériens).

Des exigences centrales pour une nouvelle ère

Dans ce contexte général, la situation des classes laborieuses, des exploités-es et des opprimés-es débouche sur différentes revendications combinant les domaines économiques, féministes et antiracistes avec les questions socio-environnementales

et démocratiques en général – contre les régimes autoritaires, le néofascisme et tous les impérialismes. Les politiques unitaires de gauche (fronts uniques) et même parfois l'unité avec les secteurs intermédiaires ou bourgeois contre le fascisme (fronts larges) constituent une partie importante de nos tactiques dans la période, sans jamais renoncer à notre indépendance politique ou à celle des mouvements sociaux.

Les besoins fondamentaux, les droits fondamentaux, doivent être satisfaits pour tou-ttes les humain-es, avec des soins de santé gratuits, un logement et un travail dignes et des salaires et pensions décentes, ainsi que l'accès à l'eau. Une grande partie de l'humanité dispose de moins en moins de ces ressources en raison de la privatisation de la terre et des moyens de production pour les profits capitalistes et des politiques d'austérité, et du changement climatique et ses conséquences catastrophiques.

Nous devons lutter contre les gouvernements autoritaires et pour les droits démocratiques, pour l'accès aux soins, contre les discriminations dont les femmes sont victimes, empêchées de disposer de leur propre corps et de leur propre vie, pour le droit à l'avortement, pour l'égalité des salaires et des revenus, contre le racisme structurel qui discrimine les Noirs, les peuples indigènes et les autres ethnies racialisées, et contre l'homophobie et la transphobie.

Toutes ces luttes doivent s'unir pour vaincre les nouveaux fascismes, pour renverser les régimes d'exploitation et d'oppression, pour mener la lutte contre le capitalisme. Toutes ces tâches, au milieu des guerres, des catastrophes climatiques et des menaces d'ajustement, induisent la nécessité d'un nouvel internationalisme, un internationalisme militant des peuples d'en bas.

Alors que de nombreux mouvements sociaux et des mobilisations explosent aujourd'hui, il faut reconstruire des liens et des initiatives internationalistes – comme celles de travailleurs portuaires, en Europe, pour le boycott d'Israël –, des campagnes qui rassemblent la gauche et les mouvements sociaux, avec des échanges qui permettent de défendre des revendications communes, de faciliter des victoires et des avancées capables de retourner la situation en faveur de la majorité. ■

Le 21 novembre 2023

3) Étude de *Mediapart*, 24/11/2019.

Point d'étape sur la décolonisation de la Guyane

Un an et demi après l'élection de Jean-Victor Castor, membre fondateur et ancien secrétaire général du MDES, à la députation française, nous proposons un point d'étape sur le processus décolonial en cours en Guyane. L'élection d'un député indépendantiste guyanais est une première et cela ouvre de nouvelles possibilités.

Par
Adrien Guilleau*

Ce processus s'appuie sur deux éléments complémentaires, l'évolution institutionnelle du territoire guyanais, d'une part, et la reconnaissance internationale de la Guyane comme une colonie, d'autre part. Le processus d'évolution institutionnelle a été réinscrit à l'agenda politique avec les accords de Guyane de 2017, et le processus de réinscription de la Guyane sur la liste des pays à décoloniser de l'ONU a pris une certaine dynamique ces derniers mois. Comme nous le verrons, les militant·es de la Quatrième Internationale, de par leurs positions politiques stratégiques au sein du voisin brésilien, pourraient avoir un rôle important à jouer dans ce processus.

Évolution statutaire

La départementalisation

En 1946, au sortir de la guerre, le gouvernement français, dans lequel siègent les communistes, transforme les «vieilles colonies» de Guyane, Martinique, Guadeloupe et Réunion en départements français. Au prétexte d'un assimilationnisme devant permettre une égalité de traitement entre les Français·es de «métropole» et les habitant·es des colonies, peu de voix s'élèvent alors pour condamner ce renforcement colonial qui empêchera pourtant ces territoires de bénéficier de la vague de décolonisation des années 50 et 60.

L'émergence des mouvements autonomistes et indépendantistes

Il n'aura pas fallu 15 ans pour que l'illusion de l'assimilation se dissipe. En 1962, alors que la France perd sa principale colonie de peuplement en Algérie, le député autonomiste guyanais Justin

Catayée va réclamer un «statut spécial» pour la Guyane. Au travers d'un front politique et syndical, un mouvement populaire va faire défiler plus de 2 000 personnes dans les rues de Cayenne, ce qui est un nombre conséquent pour une population inférieure à 50 000 habitant·es. Après le décès brutal de Catayée dans le crash de l'avion qui le ramenait à Cayenne, le mouvement va retomber. Cependant, la revendication indépendantiste et autonomiste va s'enraciner durablement dans la vie politique et syndicale de la Guyane. La CGT va se dissoudre pour se transformer en UTG en 1967, et le mot d'ordre d'indépendance de la Guyane sera adopté lors de son congrès de 1971. Parallèlement, divers groupes politiques indépendantistes vont voir le jour. Certains vont vouloir s'orienter vers la lutte armée sans toutefois réussir à dépasser un caractère marginal. Après diverses vagues d'arrestations de militant·es indépendantistes, le mouvement s'essouffle dans les années quatre-vingt.

La création du MDES

À partir de 1991, des militant·es issu·es de l'UTG décident de fonder le journal *Rot Kozé*, autour duquel va bientôt se structurer le MDES. Après des mouvements sociaux d'ampleur en 1992 et 1996, la question de l'autonomie du territoire guyanais va revenir sur le devant de la scène. L'élection de plusieurs dirigeant·es du MDES au Conseil général et au Conseil régional va permettre la proclamation de cette revendication. Notons au passage que, stratégiquement, le MDES ne réclame pas l'indépendance immédiate de la Guyane, mais sa plus large autonomie afin de disposer d'un embryon de structure étatique avant de conquérir l'indépendance. Cette position «étapist», bien que critiquable, est celle qui a semblé la plus réaliste pour les militants du MDES au vu

de ce qui a pu se passer dans d'autres colonies françaises comme la Kanaky ou chez le proche voisin, le Suriname.

Le référendum de 2010

L'État français va alors trouver des parades, en imposant tout d'abord l'émergence d'un consensus des élu·es guyanais·es pour réclamer une évolution statutaire, ce qui sera bloqué par la droite chiraquienne qui a pour relais le maire de Saint-Laurent-du-Maroni, Léon Bertrand; puis en imposant l'organisation d'un référendum qui se tiendra près de 10 ans plus tard! En 2010, après une campagne basée sur la manipulation (1) par le nouveau président de région Rodolphe Alexandre, qui a fait allégeance à Sarkozy, le statut d'autonomie de la Guyane est rejeté lors d'un référendum où seulement 48 % des électeurs se sont déplacés.

Les accords de Guyane

À l'issue de ce référendum, la question du changement de statut de la Guyane semble enterrée pour longtemps. Cependant, l'embrassement généralisé de 2017 a remis à l'ordre du jour ce processus décolonial. En effet, en publiant au *Journal officiel* les accords de Guyane qui stipulent explicitement qu'une évolution statutaire de la Guyane sera soumise à un référendum, le mouvement social a rouvert le dossier de la modification institutionnelle. Dès lors, l'État et ses relais politiques locaux vont se mobiliser pour éviter que cet accord soit respecté. Rodolphe Alexandre, qui avait fait échouer le référendum de 2010 et qui a

* Adrien Guilleau est militant du Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale, militant syndical et membre de la IV^e Internationale.

1) Les loyalistes du clan Alexandre ont prédit la fin des allocations familiales et sociales dans un pays largement ravagé par la pauvreté. Cette stratégie a favorisé une abstention massive des classes populaires, laissant libre champ à la bourgeoisie pro-française.

été reconduit à la tête de la nouvelle collectivité unique, va peser de tout son poids pour ralentir le processus. Pour autant la pression populaire est restée importante. L'appel à la grève générale pour le congrès des élu-es de janvier 2021 va contraindre la classe politique à aboutir à un consensus sur une demande d'évolution statutaire auprès du gouvernement français.

Un renouveau politique décolonial

Quelques mois plus tard, une coalition de gauche va chasser du pouvoir le principal relais du pouvoir colonial, Rodolphe Alexandre. Le nouveau Président de la CTG Gabriel Serville, bien que modéré, va s'emparer de ce dossier d'évolution statutaire. L'élection des deux nouveaux députés guyanais (2) va accélérer le processus et un accord de méthode est trouvé avec le ministre des Outre-mer en septembre 2022, prévoyant un référendum et une inscription dans la Constitution du nouveau statut guyanais pour 2024. Mais quelques mois plus tard le gouvernement fait volte-face en refusant de signer l'accord de méthode et annonce que la révision constitutionnelle de 2024 ne concernera que la Kanaky. Dans le même temps, les présidents des diverses «régions ultramarines» vont rédiger «l'appel de Fort-de-France» afin de demander une évolution institutionnelle dans l'ensemble des territoires concernés. L'État sort alors une nouvelle parade appelée CIOM (Comité interministériel des Outre-mer) qui va proposer un catalogue de mesures censées lutter contre les maux des territoires ultramarins, toutes compatibles avec le statut colonial départemental. Le dernier CIOM qui s'est tenu en novembre a été l'occasion d'une sortie musclée de la part du député

2) Outre Jean-Victor Castor du MDES, c'est Davy Rimane, soutenu par LFI, qui a été élu. Davy Rimane était le porte-parole du KPLD et signataire des Accords de Guyane pour représenter la «société civile». Lors de son élection il était secrétaire général du syndicat UTG éclairage (EDF).

3) De nombreux indicateurs sociaux et économiques sont au rouge en Guyane dont certains relevant des compétences régaliennes de l'État. Ainsi, avec 54 homicides pour 300 000 habitant-es depuis le début de l'année, la Guyane a un taux d'homicides 10 fois supérieur à celui de la France. De même, l'orpaillage illégal concernerait, selon la gendarmerie, 10 000 *garimpeiros* pour une estimation de 10 tonnes d'or extraites illégalement. De nombreuses conséquences sanitaires telles que l'intoxication aux métaux lourds se répercutent sur la population.

4) Terme donné pour caractériser l'ensemble des habitants de Guyane, toutes «ethnies» et cultures confondues, se destinant à former la future nation guyanaise.

5) Qui concernent la pêche.

Castor, qui a rappelé que la Guyane n'avait pas besoin de mesurées mais d'une large et pleine autonomie pour traiter les problèmes que l'État ne voulait pas gérer (3). Dans le même temps, les députés guyanais maintiennent la pression en organisant le soutien populaire et en préparant de nouvelles offensives sociales. Ainsi, leur dernier meeting commun a rassemblé en septembre 2023 plus de 1 000 personnes.

Jean-Victor Castor a défendu la nécessité de créer le rapport de force face à l'État et à ses institutions défaillantes pour permettre un développement économique, quand Davy Rimane a davantage insisté sur l'importance de la «communauté de destin» (4) et de combats à mener pour le développement d'infrastructures sanitaires et éducatives.

Perspectives

À l'heure actuelle, il est difficile de savoir comment va évoluer la situation. Tous les indicateurs sociaux et économiques sont au rouge. L'insécurité sur fond de trafic de cocaïne généralisé est au plus haut. La pauvreté touche plus de la moitié des habitant-es officiellement recensé-es. Des milliers de migrant-es, parfois présent-es depuis de nombreuses années sur le territoire, se retrouvent dans des situations économiques insoutenables en raison de défaillances de la Préfecture concernant le renouvellement et l'attribution des titres de séjour. L'enclavement de 30 000 à 50 000 habitant-es à l'intérieur de la Guyane est devenu irrespirable depuis la faillite d'Air Guyane. Le pillage des ressources halieutiques (5) et minières est à son apogée. L'empoisonnement aux métaux lourds est généralisé chez les populations exposées à l'orpaillage illégal. Cette situation explosive laisse présager une prochaine explosion sociale telle que celle de 2017. Il est difficile encore de dire ce qui la cristallisera et quand elle viendra mais la situation est trop dégradée pour rester stable. Dans le même temps, l'ensemble des élu-es guyanais-es sont pour le moment uni-es sur le dossier de l'évolution statutaire, ne laissant que peu de marge à l'État pour une parade en cas de nouvelle explosion sociale. La période est donc propice à un rapport de force avec l'État sur la question décoloniale.

Réinscription de la Guyane sur la liste des pays à décoloniser de l'ONU

Le statut colonial «domien»

Avec la publication en 1946 du décret transformant les «vieilles colonies» en départements français, la France a obtenu le retrait de ces quatre territoires de la liste des pays à décoloniser établie par l'ONU. Depuis

lors, aucune de ces colonies n'a réussi à inverser la tendance et à se faire réinscrire. La Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et la Guyane sont toutes restées figées dans l'article

73 de la Constitution française qui est celui laissant le moins d'autonomie aux territoires «ultramarins». La différence entre la période coloniale et le statut «domien» est tellement fine que, jusqu'en 1969, le préfet de Guyane cumulait son poste avec celui de gouverneur de l'Inini, subdivision qui couvrait alors 80 % du territoire, à l'exception de la bande côtière. L'ensemble des lois et réglementations françaises s'applique dans ces quatre territoires aux réalités pourtant bien différentes de celles de la France.

La Kanaky et la Polynésie inscrites sur la liste des territoires à décoloniser

Pour accéder à l'indépendance, un véritable travail diplomatique doit être réalisé. Cette diplomatie doit permettre dans un premier temps la reconnaissance officielle comme territoire à décoloniser, ce qui permet à l'ONU de superviser le processus de décolonisation. C'est la voie prise par la Kanaky depuis 1988 et par la Polynésie depuis 2013. Cependant, comme nous avons pu le voir avec la Kanaky, le processus de décolonisation peut ne pas aboutir à l'issue des référendums d'autodétermination. La Polynésie a réussi le tour de force d'être réinscrite sur la liste des territoires à décoloniser en usant d'une diplomatie intense avec ses proches voisins qui ont alors défendu sa cause à l'ONU. Un processus de décolonisation doit maintenant s'engager avec l'État français qui jusque très récemment refusait de reconnaître cette réinscription.

Le Groupe d'initiative de Bakou

En juillet 2023, l'Azerbaïdjan a décidé de regrouper des pays non alignés au sein du «Groupe d'initiative de Bakou». Celui-ci a



Des manifestants avec le drapeau de la Guyane, lors d'un rassemblement en soutien à la grève générale, à Cayenne le 28 mars 2017. © afp.com / Jody Amiet.

alors invité des représentants de l'ensemble des territoires sous domination coloniale française pour leur donner une tribune et un soutien à l'ONU. Cette démarche atypique est liée au conflit qui oppose l'Azerbaïdjan au Haut-Karabakh et à l'Arménie voisine soutenue par la diplomatie française. Rappelons rapidement que le Haut-Karabakh, à majorité arménienne, a pris son indépendance lors de la chute de l'URSS, avec le soutien de l'Arménie, créant une humiliation nationale pour l'Azerbaïdjan. Dans une logique nationaliste autoritaire, la république dynastique d'Azerbaïdjan a annexé le Haut-Karabakh en septembre dernier. En donnant cette tribune aux colonies françaises, l'Azerbaïdjan cherche à diplomatiquement contraindre la France à accepter cette annexion. Cette démarche, bien que peu glorieuse, a ouvert une fenêtre diplomatique aux colonies françaises. Ainsi, lors de la dernière assemblée générale de l'ONU, pour la première fois le représentant de la France est resté dans la salle lors de l'intervention du représentant polynésien, signe d'un début de reconnaissance de la Polynésie comme territoire à décoloniser. Dans le même temps une délégation guyanaise a pu échanger avec des représentants onusiens et certains pays non alignés. Enfin, le 14 décembre, le Groupe de Bakou a permis la tenue à Genève d'une conférence des représentants indépendantistes (6) des dernières colonies françaises, qui s'est achevée par une résolution finale dans laquelle ils interpellent l'ONU pour mettre fin à leur statut colonial.

Cependant, bien que le Groupe de Bakou offre une tribune aux représentant-es guyanais-es, nous ne pouvons nous satisfaire

de cette situation qui est à la fois conjoncturelle et source de compromission campistes. En effet, la normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan qui a déjà débuté, pourrait entraîner la disparition du Groupe de Bakou. Cela est d'autant plus probable que la république du Haut-Karabakh n'a jamais été reconnue par aucun pays. D'autre part, nous avons eu l'occasion de voir des vidéos de militants nationalistes martiniquais et guadeloupéens glorifier l'armée et le Président héritier azerbaïdjanais pour son annexion du Haut-Karabakh. Comme si l'annexion d'une république de 150 000 habitant-es, qui a pris son indépendance dans une lutte d'autodétermination, par un pays de 10 millions d'habitant-es, avait quelque chose de glorieux ! Enfin, la résolution finale de Genève s'achève par un hommage aux «*peuples du Mali, du Burkina Faso et du Niger pour se débarrasser du pillage de leurs ressources et de la domination française et impérialiste*» et par un hommage à l'obtention de la COP29 par l'Azerbaïdjan, faisant fit, d'une part, des juntes militaires autoritaires qui ont réalisé des coups d'État antidémocratiques, et de l'impérialisme russe qui prend la place de l'impérialisme français et, d'autre part, évacuant de fait toute critique envers Bakou, premier exportateur de gaz d'Europe dont l'impact prévisible sur la prochaine COP risque d'être catastrophique. Cette position campiste est susceptible de fragiliser le camp indépendantiste. Récemment le journal *Marianne* titrait «*Les voyages tous frais payés de deux députés ultramarins en Azerbaïdjan pour dénoncer le colonialisme français*» dans lequel Jean-Victor Castor était le principal visé pour sa participation au Groupe de

Bakou en juillet dernier. Il faut s'attendre à des attaques bien plus virulentes dans les prochains mois par les relais du pouvoir colonial faiseur d'opinion, cela sera d'autant plus facile que les compromissions campistes seront importantes.

La mobilisation des réseaux de la Quatrième Internationale ?

Dans le cas de la Guyane, territoire continental d'Amérique du Sud, la question des liens diplomatiques avec ses voisins est primordiale. Nous avons des camarades présent-es dans un nombre conséquent de pays sud-américains et des liens doivent être tissés. Surtout, les camarades du MES et de Semente qui militent au sein du PSOL brésilien ont une position stratégique importante. En effet, le PSOL dirige plusieurs grandes villes comme celle de Belem, voisine de la Guyane. Plusieurs ministres du gouvernement Lula sont affiliés au PSOL. Nous avons donc une porte d'entrée qui pourrait nous permettre d'intervenir auprès du gouvernement brésilien afin que celui-ci soutienne la réinscription de la Guyane sur la liste des territoires à décoloniser de l'ONU. Des premiers contacts ont été réalisés, les camarades du MES ayant pu faire une interview du secrétaire général du MDES lors du dernier Forum social pan-amazonien de Belem. À nous de nous concerter afin que ce projet aboutisse et que la dernière colonie continentale d'Amérique recouvre sa liberté ! ■

Le 16 décembre 2023

6) Pour la Corse: Corsica Libria; Kanaky: FLNKS, MJKF; Guadeloupe: ANG, CIPN, CIPPA, FKNG, KSG, MIR, UPLG; Guyane: MDES; Martinique: Palima, Modemas; Polynésie: Tavini Huiraaatira.

L'Europe: des peuples ou du capital ?

Depuis Maastricht en 1992, l'Union européenne accumule règlements, conventions, accords, directives, mais aussi divers pactes. Ce sont des dispositifs d'information, de données et de contrôle concernant les migrants des pays tiers. La nouveauté est l'accroissement et l'intensification des directives d'externalisation. L'UE passe à une politique d'accompagnement des pays membres dans la course aux restrictions à l'entrée des femmes et des hommes migrant vers l'Europe forteresse.

Par
Béa Whitaker*

Ces procédures inaugurent en Europe le passage du paradigme des États, marqué par la défense des droits humains basée sur des conventions et chartes (1) à caractère contraignant, signées par les États, des accords d'orientation et de référence européens, vers des références aux droits nationaux, au prétexte de la protection des citoyens originaires des pays membres.

Ce n'est pas par hasard que le ministre de l'Intérieur en France répond – lors d'une interview au *Journal du dimanche* le 22 octobre dernier au sujet de la condamnation de la France par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) à payer une amende pour l'expulsion de deux Tchétchènes – «*je ne m'assois pas*» sur la CEDH». Sur la question de la légitimité des deux champs de la jurisprudence européenne et de la Constitution française, le Ministre répond qu'il «*n'y a aucune question taboue*»... et que «*la CEDH ne [l']empêche pas outre mesure de faire [son] travail de ministre de l'Intérieur*». (2)

* **Béa Whitaker** est militante altermondialiste de la IV^e Internationale.

1) La Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948, les conventions diverses (Convention de Genève du 28 juillet 1951, relative au statut des réfugiés, Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, du 4 novembre 1950, etc.), la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, etc.

2) Gérard Darmanin au *JDD*: «Aucun tabou pour protéger les Français», *Le Journal du Dimanche* du 22 octobre 2023.

3) «Immigration: le Danemark vote une loi pour transférer les demandeurs d'asile hors de l'Europe», 3 juin 2021, *France Info*.

4) «Le «plan Rwanda» cloué au sol», *Courrier international*, n° 1725, dossier Immigration, forteresse Europe, du 23 au 29 novembre 2023.

5) «Accords surprise entre l'Italie et l'Albanie sur l'accueil de migrants», *les Échos*, 7 novembre 2023.

En 2008, pour la première fois, l'UE patrouille dans le détroit de Sicile pour empêcher la traversée de bateaux archi-remplis de migrant-es venant des côtes africaines pour rejoindre l'Italie ou l'île de Malte... au nom de la lutte contre l'immigration clandestine. Il s'agit d'une opération conjointe avec les garde-frontières libyens. La coopération de ces derniers est une nouveauté qui servira d'exemple par la suite. Et les migrant-es sont renvoyé-es en Mauritanie ou sont maintenu-es en Libye, où ils et elles sont victimes de mauvais traitement, de tortures, de viols, de traite...

En 2016, l'UE négocie avec Erdogan un plan d'action commune «*qui permettra de mettre de l'ordre dans les flux migratoires et contribuera à endiguer les migrations irrégulières*», suite à l'afflux de réfugiés syrien-nes sur le continent à travers la Grèce ou l'Italie. L'accord prévoyait le renvoi vers la Turquie des migrant-es dont la demande d'asile avait été rejetée. Cet accord infâme a coûté aux contribuables européens six milliards d'euros livrés en deux tranches à ce pays. Les retards de paiement de l'UE au président turc provoquent en 2020 un changement d'attitude de celui-ci, qui encourage les migrant-es à rester en Grèce, qui à son tour les accueille dans des conditions déplorables. Encore une fois, l'UE s'engage à verser 700 millions d'euros au gouvernement grec pour qu'il se charge de la répartition des mineur-es vers les pays volontaires de l'UE, ce qui n'empêche pas les renvois accrus des migrants en mer.

Depuis, cette sous-traitance, cette «externalisation» des demandeurs d'asile et des réfugiés de tout ordre se multiplie, ainsi que les accords bilatéraux soigneusement traités sous forme d'aides commerciales, financières, etc. avec les pays tiers. En même temps, les mesures concernant

les réfugiés révèlent le grignotage exponentiel des droits humains garantis par les conventions internationales, signées par la plupart des pays de l'UE.

En 2021, le gouvernement social-démocrate du Danemark légifère sur le renvoi au Rwanda des demandeurs d'asile, sous prétexte de dissuasion des migrants à rentrer dans l'espace de l'Union. (3)

Au Royaume-Uni en 2022, le Premier ministre Boris Johnson lance l'idée du renvoi des demandeurs d'asile vers l'Afrique de l'Est. Ces transferts vers le Rwanda des migrant-es arrivées par la Manche devait être mis en place sous le gouvernement Rishi Sunak, mais la Cours suprême a bloqué ce projet à l'unanimité, en accord avec les bilans des Nations unies sur les droits humains et les droits des réfugiés-es. (4)

En Italie, Giorgia Meloni a signé en novembre dernier un accord avec l'Albanie pour l'accueil de 39 000 migrant-es ayant survécu aux naufrages en mer vers des centres de rétention, à l'exception des femmes et enfants, dont les demandes d'asile seraient traitées avec des agents italiens, mais sur le sol albanais. (5)

En France, le gouvernement durcit sa réglementation sur les migrants, déjà très discriminatoire, avec des arguments racistes parlant de la dangerosité potentielle des réfugiés-es, la sélection des arrivant-es, la suppression et la discrimination de certains droits à la santé, au travail, etc., en faisant écho aux discours proto-fascistes du Rassemblement national... qui a d'ailleurs voté le texte.

L'Allemagne clôt une période de relative ouverture envers les migrant-es avec une réduction des aides, l'extension des prérogatives de la police concernant les reconduites aux frontières, le durcissement du contrôle, des processus des demandes d'asile accélérées. Comme son

voisin français, le gouvernement déclare vouloir une «réduction significative et durable de l'immigration clandestine» et, comme les Britanniques, entame des négociations avec des pays en Afrique. (6)

Dans l'État espagnol, les Îles Canaries constituent la porte d'entrée vers l'Europe pour les femmes et hommes qui risquent leur vie. Cette situation amène le ministre de l'Intérieur, du gouvernement socialiste, à essayer de convaincre le gouvernement du Sénégal de durcir le contrôle des côtes du pays, ce qui a été refusé. (7)

En juillet dernier, l'UE a conclu un accord de 150 millions d'euros avec le gouvernement du président raciste tunisien Kais Saïed pour «sauver les finances du pays» et de 100 millions d'euros pour «lutter contre l'immigration clandestine». Le gouvernement a rendu 60 millions d'euros en raison des accusations des Européens selon lesquelles Tunis aurait fait preuve «de négligence dans la lutte contre les passeurs». Cela n'a pourtant pas abouti à une rupture des rapports entre ce pays et l'UE. (8)

Lors de la session du Tribunal permanent des peuples à Paris janvier 2018, l'acte d'accusation a démontré que l'UE et ses États membres violent systématiquement les libertés et les droits fondamentaux en matière de politique d'immigration et d'asile, malgré les innombrables condamnations de certains de leurs pays.

Malgré les accusations des organisations de défense des droits humains contre l'UE, ses responsables continuent à marteler que l'Union «défend ses valeurs» comme l'a fait Charles Michel, le président du Conseil européen, dans l'émission de *France Inter*, le Grand entretien. On se demande de quelles valeurs il s'agit dans une Europe qui méprise, rejette, maltraite, discrimine une partie de l'humanité.

Les motivations d'une politique raciste

Les abîmes idéologiques entre les défenseurs des droits humains et les nationalistes ou souverainistes semblent se réduire au fur et à mesure que les écarts entre richesse et pauvreté augmentent, soit localement, soit au niveau de la planète. Cet état n'a rien d'étonnant car le besoin de l'accumulation du capital est inhérent à l'existence même du système. Il est donc normal que ses représentants cherchent à ne pas bousculer cette dynamique. Et l'un des moyens pour la consolider est de créer

des mythes, des boucs émissaires, une stigmatisation d'individus indésirables, à l'aide de fantasmes systémiques.

La réalité est que les contribuables européens se trouvent victimes d'une grande arnaque des représentants du capital. Ces dépenses colossales pour le maintien de la politique de l'Europe fortresse, non seulement se révèlent inutiles, mais relèvent en outre d'une hypocrisie sans limites car les auteurs des innombrables mesures sécuritaires de contrôle, de répression, de fichage, de rétention, etc. savent parfaitement que leur mise en œuvre est vaine. En réalité, leur politique permet la continuité du cycle économique du capital, en renouvellement continu avec la panoplie de mesures assurant l'hypothétique fermeture des frontières.

En 2015, *la Tribune* a publié un article basé sur une étude d'un consortium de journalistes européens sur le coût pour les contribuables de la politique contre la dite immigration clandestine. Le coût des expulsions de migrant-es illégaux effectuées par les 28 pays membres et les trois autres pays non-membres (Norvège, Suisse, Liechtenstein et Islande) est de 11,3 milliards d'euros de 2000 à 2015. Auxquels s'ajoutent les dépenses de coordination des efforts européens pour un montant de près d'un milliard d'euros, dont 226 millions pour l'achat de matériel de contrôle des frontières. Satellites, chiens-robots, barbelés, radars, reconnaissance faciale, drones, bateaux à grande vitesse, caméras, jumelles de vision nocturne... forment le paysage des frontières de l'UE.

L'effort toujours plus sophistiqué de surveillance et parfois de sauvetage a impliqué pendant cette période 230 millions d'euros d'investissements dans la recherche et développement, surtout dans l'aéronautique et l'industrie d'armement. En 2022, ce marché, estimé à 29 milliards d'euros en Europe, a stimulé la transformation d'une partie de l'industrie militaire vers l'industrie d'armement civil. Actuellement, l'invasion de l'Ukraine par la Russie change le rôle de l'industrie de l'armement qui ne peut que se réjouir de l'extension du volume quantitatif des commandes, mais aussi de leurs objectifs... Il n'est pas faux d'affirmer que la politique de l'UE concernant l'immigration vise surtout à satisfaire les intérêts des groupes d'expansion de l'arsenal militaire de sécurité, tels que Airbus, NEC, Atos, IDEMIA, Jenetric, Secunet... pour les

groupes aéronautiques et de défense (9) et d'autres... Finalement, ces dépenses colossales qui sortent des poches des peuples dans le continent ne sont pas problématiques si elles garantissent la continuité du système...

La «protection» des frontières coûte autant aux contribuables européens: 77 millions d'euros pour les murs de séparation en Grèce, en Espagne, en Bulgarie, et d'autres, suivis depuis par la Hongrie, l'Autriche, la Slovénie, la Bosnie-Herzégovine, à la grande joie des producteurs des barbelés et de murs en béton armé.

La création de l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, Frontex, mériterait un chapitre à part. Non seulement par ses prérogatives, mais aussi par ce qu'elle représente en matière de dépenses. La «sécurité» des frontières assurée par l'agence, a coûté 19 millions d'euros en 2006 et, pendant la période 2021-2027, son budget passera à 900 millions d'euros par an (10). Les dépenses vont du matériel militaire et de sécurité aux technologies de contrôle et de surveillance, allègrement financées avec l'argent des contribuables. Cette agence, maintes fois accusée par les organisations de défense des droits humains, agit en toute impunité structurelle et dans le non-respect du droit d'asile, par des mauvais traitements envers des femmes et des hommes exilé-es.

Une telle politique ne conforte que les candidat-es racistes ou proto-fascistes, qui profitent de l'ancrage d'une idéologie qu'ils pourront incarner à leurs futurs postes de responsabilité. Il ne faut pas s'étonner du tournant réactionnaire, conservateur, discriminatoire des derniers résultats électoraux des pays membres de l'UE.

Quand les centaines de millions de citoyennes et citoyens européen-nes se décideront-ils et elles à ne plus accorder confiance et encore moins à dépenser des milliards pour barricader la frontière de l'UE, soutenir une politique inhumaine, suicidaire et criminelle, faussement protectrice des peuples ? ■

Le 26 novembre 2023

6) «Allemagne: le virage idéologique», *Courrier international*, n° 1725, dossier Immigration, fortresse Europe, du 23 au 29 novembre 2023.

7) *Ibid.*, «Espagne, Aux Canaries, des records».

8) *Ibid.*, «Tunisie, L'ambivalence migratoire».

9) «Frontex: la porte grande ouverte aux lobbies», *Alternatives économiques*, 9 mars 2021.

10) Cour des comptes européenne, «Rapport spécial, Soutien de Frontex à la gestion des frontières extérieures», 2021.

Une gauche toujours plus éclatée, une réorientation urgente comme jamais ! (1)

Nous poursuivons avec cet article l'analyse de la situation sociale et politique en Grèce depuis 2019. Dans un précédent article (*Inprecor* n° 711/712), nous observions les points forts d'une droite virant de plus en plus à l'extrême sur fond d'ultralibéralisme, mais également ses faiblesses et notamment celle de sa base sociale très réduite.

Par
Andreas Sartzekis*

En effet, malgré ses cris de victoire totale depuis les législatives du printemps, n'arrétant pas de rappeler ses 41 % face aux 18 % de Syriza, elle n'entraîne pas de véritable adhésion: elle a été élue par environ un électeur/trice sur cinq. Depuis, les élections municipales et régionales du mois d'octobre ont confirmé cette faiblesse: si le premier tour a vu la victoire de nombreux candidats de la Nouvelle Démocratie (ND), c'est, comme en juin, sur un fond de très forte abstention (47,5 % au premier tour, 59,3 % au second, avec des records dans les grandes villes comme Athènes – 67,7 % puis 73,3 % ! – ou Thessalonique).

Et, surtout, le second tour a vu la défaite de plusieurs candidats importants de ND comme à Athènes, où le maire sortant, neveu du Premier ministre Mitsotákis, a perdu face à un candidat soutenu par le Pasok. C'est le cas aussi à Thessalonique et dans plusieurs villes ou régions où les candidats de ND ont été battus, le plus souvent par des candidats de droite «indépendante» ou du Pasok, celui-ci ayant un peu gauchi son discours ces dernières années après sa collaboration étroite avec la droite au plus fort de la crise des mémorandums. C'est le cas notamment en Thessalie, grande région agricole victime de terribles inondations face auxquelles le pouvoir n'a apporté aucune aide. De son côté, la gauche a connu peu de succès lors de ces élections.

* **Andreas Sartzekis** est militant de la Tendence Programmatique Internationale, un des deux groupes de la section grecque de la IV^e Internationale.

La relative fragilité de ND est ainsi confirmée, et l'on voit d'ailleurs des contestations internes, d'un côté pour critiquer le pouvoir laissé à un ministre d'extrême droite comme Makis Voridis, numéro 2 du gouvernement, mais de l'autre pour critiquer la «mollesse» de Mitsotákis, avec le retour de la ligne ultra-nationaliste et ouvertement d'extrême droite de l'ancien Premier ministre Antonis Samaras.

Raison de plus pour renforcer les luttes contre un gouvernement prêt à casser tout ce qui est public et à s'en prendre aux plus précieux acquis ouvriers (avec notamment l'adoption d'une loi permettant des journées de travail de treize heures...), sur fond de répression intense, en particulier contre les jeunes et les migrant-es. Mais le renforcement des luttes est d'autant plus stimulé que s'offrent des perspectives d'alternative de gauche. Or, les quatre années écoulées se sont achevées, non seulement par une grande victoire de la droite – pourtant donnée battue après les grandes mobilisations de fin 2020 début 2021 –, par la terrible défaite de la gauche. Et cette période pourrait recommencer en pire: on a d'un côté des luttes constantes de 2019 à 2023, mais de l'autre une gauche divisée, incapable d'offrir une perspective politique à l'exigence émanant de leurs nombreux fronts. Celle-ci est pourtant claire: chasser une droite également incapable de faire face aux catastrophes qu'elle considère comme «naturelles»: les terribles incendies ou inondations ou, peu de temps avant les élections du printemps, le tragique accident de trains de Tèmbi en février 2023, après lequel des

centaines de milliers de personnes ont longtemps manifesté pour exiger justice et moyens pour le service public ferroviaire. Si chacun des groupes de gauche a alors souligné l'importance de cette mobilisation exceptionnelle, ils n'ont rien fait pour se mettre à la hauteur de celle-ci: chacun a cultivé son propre jardin électoral, beaucoup tournant leurs attaques davantage contre Syriza que contre la ND aux affaires, et avec l'espoir de se développer au détriment du parti qui a gouverné entre 2015 et 2019.

Un rapide retour sur quatre ans de luttes

Or, cette mobilisation après Tèmbi n'était pas née de rien: elle a éclaté dans le prolongement de toutes les luttes qui se sont déroulées pendant les quatre années de gouvernement ND. Les désillusions liées au gouvernement Tsipras (2015 - 2019) n'ont pas fait oublier la priorité de se défendre face à une droite qui ne cachait pas qu'elle tenait à accomplir tout ce qu'elle avait annoncé.

Les luttes se sont déroulées sur tous les terrains: dès l'été 2019, de grosses et courageuses mobilisations étudiantes, qui ont été incessantes contre la politique de sélection sociale et de privatisations de l'université, ont obtenu une grande victoire contre le plan de «policiers universitaires». De manière générale, la jeunesse a résisté à cette droite réactionnaire, comme pendant le Covid contre les nombreuses interdictions, avec une manifestation de 10 000 personnes en banlieue athénienne contre les violences policières, ou après les

meurtres de jeunes Roms par des policiers ou des tabassages ciblés contre des jeunes. Elle résiste toujours, comme on l'a vu ce 6 décembre avec, dans toute la Grèce, des manifestations en hommage à Alexis Grigoropoulos, ce jeune tué par un policier en 2008, meurtre qui avait provoqué une révolte généralisée de la jeunesse. À Athènes ont défilé au moins 10 000 manifestant-es, face à de nombreuses violences policières.

Les mobilisations antifascistes continuent, car le danger continue même si les chefs nazis sont en prison: non seulement trois groupes fascistes ont obtenu 13 % aux élections législatives mais, aux municipales d'octobre, le chef nazi Kassidiaris, assassin emprisonné, a eu le droit de se présenter aux élections à Athènes, grâce à une disposition électorale du ministre Vouridis, et a obtenu 8,33 % des voix, bien qu'il soit inéligible... Alors, face à une peste brune toujours fort menaçante, chaque année les manifestations en hommage au rappeur Pavlos Fyssas et aux autres victimes des assassins de Chryssi Avgi (Aube dorée) rassemblent des milliers de jeunes et moins jeunes.

Par contre, le soutien aux réfugié-es, en hausse cette année, n'a pas été à la hauteur nécessaire, alors que la pratique, pourtant interdite, du refoulement contre «l'invasion» (terme employé officiellement) est constante. Les conditions de (sur)vie des réfugié-es sont dramatiques, et le discours et les mesures racistes du gouvernement contribuent fortement à ce climat, comme on l'a vu cet été avec des déclarations odieuses de responsables ND contre les migrant-es qui auraient allumé des incendies, donnant le feu vert pour que des fascistes se livrent à des tentatives de lynchage.

Du côté des luttes ouvrières, diverses luttes locales ont eu lieu, en particulier contre les accidents du travail qui se multiplient en raison de la déréglementation. Mais l'usine autogérée Viome a été investie par la police après dix ans d'occupation popularisée au-delà des frontières. Sur le plan national, si la grève nationale et les manifestations du 21 septembre ont été assez suivies, il faut noter que la GSEE (Confédération syndicale du secteur privé), à direction PASOK, n'avait pas appelé, alors qu'il s'agissait de refuser dans la rue la loi franchissant une étape dans la casse des droits des travailleurs/euses, vers un retour au 19^e siècle.



Accident ferroviaire de Larissa, le 28 février 2023.
© Reuters / Alexandros Avramidis

L'état désastreux du mouvement syndical

Cette absence renvoie à un problème central pour le mouvement ouvrier: la dégénérescence constante de la direction et le blocage total de la confédération historique et unique du secteur privé. La Fédération du public, ADEDY, n'est pas dirigée par des révolutionnaires mais, dans le cas de GSEE, la trahison de tous les intérêts de classe est flagrante... même si, ces dernières années, le fait que GSEE appelle à des grèves nationales (de 24 heures) a toujours aidé à la mobilisation. En est-on encore là aujourd'hui, les appels de GSEE peuvent-ils encore désormais aider aux mobilisations? C'est difficile à dire, mais ce qui est clair, c'est la paralysie du mouvement syndical grec, qui ne peut qu'arranger les plans de Mitsotákis...

En gros, on pourrait distinguer quatre secteurs syndicaux, qui ont tendance à ne pas se mélanger y compris dans les manifestations, ce qui ne rend que plus urgent une campagne prolongée pour l'unité ouvrière: à côté de la direction de GSEE et souvent contre elle, on peut voir s'activer diverses unions locales (EK), comme celle d'Athènes, classiquement réformatrice et mobilisant souvent en même temps qu'ADEDY. Un autre courant est celui de PAME, à la tête lui aussi de plusieurs EK ou de gros syndicats, comme celui du bâtiment: c'est la fraction syndicale du KKE (PC grec), qui a choisi depuis longtemps de cultiver la division et tente de faire de ce courant une confédération à part entière, en affichant avant tout ses différences avec tous les autres, sur la ligne du KKE. Il lui arrive de plus en plus souvent d'appeler seul à des mobilisa-

tions, avec un certain succès numérique mais évidemment avec de sérieuses limites liées à sa ligne politique sectaire.

Enfin, un autre courant, assez fort dans certains secteurs, est celui qu'on peut qualifier en gros de «syndicats de base», sur une ligne politique les liant à la gauche radicale et révolutionnaire. Si le projet est moins explicite que du côté de PAME, le positionnement est le même: condamnation du syndicalisme de GSEE mais aussi d'ADEDY, considéré comme patronal-gouvernemental, et aucune tentative de relancer une bataille pour la réunification syndicale sur des critères minimum de démocratie ouvrière et de défense des intérêts de classe.

Des mobilisations importantes

Malgré cette situation pesant sur la confiance en l'action syndicale, la combativité est restée forte dans divers secteurs, en particulier dans la santé, où l'hôpital public est victime d'une mise à mort pour le plus grand profit des cliniques privées. De très nombreuses mobilisations ont eu lieu, et une grève nationale de 48 heures pour les salaires et les créations de postes a été très suivie fin novembre.

On doit aussi prendre en compte les luttes pour l'environnement, avec de très nombreuses mobilisations locales – certaines victorieuses – contre l'installation de parcs d'éoliennes par des sociétés souvent amies de ND, sans avis des populations locales; dans les grandes villes fort bétonnées, des batailles contre l'abattage des arbres se multiplient, dont celle qui se déroule dans le quartier athénien emblématique de la révolte des jeunes, Exarcheia, sous prétexte d'imposer une station de métro qui pourrait être utile quelques



centaines de mètres plus loin, mais sûrement pas sur cette place symbolique...

Comme dans de nombreuses villes de la planète, les protestations contre la gentrification et la «touristification» augmentent, mais pour l'instant sans réponse organisée et massive, alors que ce sont là des questions vitales pour le pouvoir d'achat et la vie quotidienne, et également cruciales pour le type de développement économique du pays. Loin d'être ce que la presse et les économistes bourgeois considèrent comme un «miracle grec», ces phénomènes reposent avant tout sur la précarisation de l'emploi et les très bas salaires. Pourtant, au moins une mobilisation a eu lieu cet été dans ce cadre: celui que la presse a nommé avec mépris «le mouvement des serviettes» a vu des centaines de personnes protester, par l'occupation, contre l'accaparement des plus belles plages du pays par des propriétaires de lits et parasols privatisant l'espace public. Comme le déclaraient divers participant-es à ces mobilisations, qui ont été très populaires, celles-ci s'inscrivaient dans le cadre de la défense des biens publics contre la politique de privatisation (ports, aéroports...) systématisée par Mitsotákis.

D'autres mobilisations sont remarquables: face au «fatalisme des catastrophes naturelles» de Mitsotákis, au manque criant de moyens (nombre de pompiers, matériel...) et à l'absence d'une politique de prévention, on a vu assez souvent les habitant-es de lieux menacés par le feu refuser d'abandonner leur village et organiser par eux-mêmes l'extinction. Cet automne, dans des villages inondés

de Thessalie, laissés à leur triste sort par l'administration, des chaînes de solidarité basées sur l'auto-organisation ont pu jouer un rôle très important et prometteur.

Des mobilisations qui se poursuivent

Ainsi, on voit que pendant les quatre années du premier gouvernement ND, les luttes se sont tenues à un niveau assez soutenu, malgré les divers obstacles, dont la paralysie syndicale. On peut penser qu'un critère important, donnant confiance aux centaines de milliers de travailleurs/ses et de jeunes mobilisé-es dans cette période, est le fait que même si Syriza avait été battu en 2019 par une droite revancharde, sa défaite, loin d'être un naufrage, traduisait le maintien d'un espoir de changement politique, soit par une réorientation de Syriza soit par des recompositions à gauche.

Or ce n'est pas du tout ce qui s'est passé, et une grande question en cette fin 2023 est désormais de savoir si les luttes vont continuer à leur niveau antérieur, ou si la défaite à gauche va peser dans le sens d'un découragement, d'un effet dissuasif sur la possibilité de gagner et donc sur la volonté de résister par l'action de masse à ce gouvernement parfois plus proche des populistes type Trump ou Milei que de la droite libérale européenne. Encore une fois, il est important de rappeler ces faits face à celles et ceux qui proclament que la Grèce aurait, en acceptant les memorandums et la politique à la chilienne de Mitsotákis, retrouvé une bonne santé économique. Il suffit d'indiquer qu'*«un quart des travailleurs/ses sont employé-es à temps partiel, avec comme rémunération les deux tiers du salaire minimum»*, que *«le salaire moyen en Grèce demeure plus bas de*

8,2 % que celui d'il y a 12 ans», que *«en réalité, les salaires ont baissé de 0,2 % en 2023 »* pendant que *«les profits réels des entreprises augmentaient de 5,9 %»* (1).

Dans ce contexte de misère croissante, la réponse sur l'avenir des mobilisations est en bonne partie liée à ce que sera l'attitude de la gauche. Pour l'heure, signalons deux mobilisations ouvrières. La première provient des «classes moyennes», à qui la droite avait promis monts et merveilles pour les détacher de Syriza: un projet d'augmentation draconienne de leurs impôts et de flicage de leurs revenus a mis les professions libérales dans la rue, et la colère est forte contre «le gouvernement des 41 %», qui désormais n'hésite plus à se moquer ouvertement de leur avenir, indiquant aux avocats qu'ils pourraient demain se retrouver livreurs Uber et dans d'autres activités précarisées... La seconde est celle des archéologues, en pointe dans la lutte contre la misérable politique culturelle de ND et de sa sinistre ministre Lina Mendoni. Leur syndicat, SEA, a très clairement dénoncé les mesures visant à transformer le très riche héritage antique en «Disneyland», avec le bétonnage de l'Acropole, la privatisation de fait des cinq plus grands musées, l'absence de recrutements, sans oublier sa solidarité active avec les luttes des étudiant-es en arts au printemps.

Le retour de baton de cette combativité remarquable, comprise largement comme une bataille centrale contre la politique libérale, ce sont des dénonciations haineuses de SEA par Mendoni, privant le syndicat – malgré des rassemblements de milliers de personnes solidaires – de leur local devenu un centre, très vivant, d'échanges culturels et de soutien aux luttes en tout genre... Mais malgré les manœuvres, les archéologues ont réélu cet automne une direction lutte de classe et favorable à la défense des biens publics contre la privatisation et l'appauvrissement culturel! Comment, face à une telle combativité, la droite a-t-elle pu et peut-elle continuer à agir impunément? Si sa ligne répressive et extrémiste (2) et son contrôle anti-démocratique des médias ont joué un rôle, la raison la plus importante réside à l'évidence dans l'incapacité décourageante de la gauche à offrir un débouché même électoral aux innombrables mobilisations des quatre années passées, avec au centre la responsabilité écrasante de Syriza.

Nous y reviendrons dans notre prochain numéro. ■

Le 13 décembre 2023

1) Informations tirées du journal *PRIN* du 2 décembre 2023.

2) Avec notamment ses écoutes clandestines, voir l'article d'*Inprecor* n°711-712).

Début d'un changement politique radical pour la classe ouvrière

Le scandale des dessous de table lors des soirées de collecte de fonds de la faction Abe, la plus grande faction du Parti libéral démocrate (PLD) au pouvoir au Japon, est devenu un problème majeur qui ébranle les fondations du régime Kishida au Japon.

Par
Karen Yamanaka*

La faction Abe a fourni de nombreux politiciens au cœur du régime Kishida au Japon. Le scandale a commencé par une plainte en justice contre la sous-déclaration des revenus provenant de la vente de tickets lors de soirées de collecte de fonds par les factions du PLD. En fait, 80 à 90 % des recettes de ces soirées sont devenues une économie souterraine à l'origine douteuse. Il a également été dit que les revenus cachés provenant de la vente de tickets pour des événements de collecte de fonds avaient été reversés à des membres du PLD.

En réponse au scandale de ces versements, le Premier ministre sortant, Fumio Kishida, a remplacé quatre ministres, dont le secrétaire en chef du cabinet, le 14 décembre. Cinq vice-ministres et un secrétaire parlementaire de la faction Abe ont également démissionné. Des scandales similaires ont également été découverts dans d'autres factions. Même la faction Kishida, dirigée par le Premier ministre Fumio Kishida, a fait l'objet de soupçons. En outre, les accusations de rétrocessions impliquant des membres clés du cabinet et des cadres du PLD ne cessent de s'amplifier. Le problème ne peut être résolu simplement en remplaçant les ministres de la faction Abe et les responsables du parti. Le 14 décembre, lorsque le remplacement de quatre ministres a été annoncé, le journal japonais *Jiji Press* a publié les résultats d'un sondage d'opinion. Selon ce sondage, le soutien au cabinet était de 17,1 % et celui du PLD de 18,3 %, les chiffres les plus bas depuis que le PLD est revenu au pouvoir en 2012 (1). La colère du peuple japonais contre un gouvernement qui ne rend pas de comptes ébranle la politique japonaise.

Première enquête

Ces scandales de dessous-de-table versés par la plus grande faction du PLD ont

mis en lumière le problème institutionnel d'hommes politiques dont la gestion a pour seul but de retirer des avantages personnels. Le cabinet de Fumio Kishida a été considérablement remanié à la suite de ces scandales. Il est inhabituel que le PLD ne comporte aucun ministre issu de la faction Abe, qui représente un quart des députés du PLD. En novembre dernier, après le dépôt de la plainte, le département des enquêtes spéciales du bureau des procureurs du district de Tokyo a lancé une enquête sur les accusations selon lesquelles cinq grandes factions du PLD, dont la faction Abe, avaient omis de déclarer dans leur bilan financier un total d'environ 40 000 000 JPY de revenus (250 000 euros environ) provenant de soirées de collecte de fonds (2). Les dirigeants de la faction Abe, au cœur du régime Kishida, sont tous soupçonnés d'être impliqués dans ce scandale.

Les cinq principales factions du PLD incluent la faction dirigée par le Premier ministre Fumio Kishida lui-même. Au cours de l'enquête menée par le département des enquêtes spéciales du bureau des procureurs du district de Tokyo, non seulement les recettes provenant de la vente de billets pour la soirée de collecte de fonds n'ont pas été incluses dans le rapport, mais il s'est également avéré que le montant de l'argent collecté par les membres du conseil en sus de leurs «quotas» respectifs avait été dissimulé dans le bilan et leur a été reversé. Dans le cas de la faction Abe, le montant total s'élèverait à 500 millions de yens (3,2 millions d'euros). Depuis que le scandale des rétrocessions a été révélé, les médias japonais ont utilisé de nombreux termes tels que «tickets de soirées», «argent des rétrocessions» et «quota» dans leurs reportages quotidiens. Même de nombreux Japonais qui ne s'intéressent normalement pas à la politique sont désormais contraints de réaliser que le gouvernement est en danger. Une enquête approfondie menée par les autorités d'investigation après la fin de la session extraor-

dinaire de la Diète, le 13 décembre, serait un coup dur pour le régime de Kishida.

L'origine des rétrocessions

Pour comprendre le processus des dessous-de-table dans la politique japonaise, il faut d'abord comprendre ce que sont les soirées de soutien, comment sont vendus les «tickets de soirée» et comment se déroule le processus des rétrocessions. Le mot «soirée» fait rêver de nombreuses personnes. Cependant, les soirées de collecte de fonds ne doivent pas être comprises comme des soirées festives. Elles n'ont pas pour but de divertir les participant-es et n'attendent pas d'eux qu'ils se rendent sur place. L'objectif des soirées est d'inciter les gens à faire des dons. Au début des années 2000, lorsque le PLD était en plein essor, les législateurs organisaient des soirées nocturnes dans des hôtels célèbres autour de l'Assemblée nationale. Après un bref discours des dirigeants du PLD, la fête se poursuivait par un buffet debout, d'une durée d'environ 30 minutes. Les participant-es ne mangeaient pas ou très peu. Après la crise de Covid 19, le nombre de «soirées» où l'on ne sert même pas de nourriture a augmenté. Ces «soirées» inhabituelles sont organisées avec environ 2 000 participant-es entassés dans la salle.

La loi japonaise prévoit que les recettes et les dépenses des «soirées» doivent être déclarées. Ces rapports sont ensuite mis à la disposition du public. Le rapport de la faction Abe pour 2022, publié en novembre dernier, montre que plus de 70 % des revenus sont en fait des bénéfiques (3). Les membres de la faction Abe ont vendu 2,5 fois plus de billets

* Karen Yamanaka est membre de la section japonaise de la IV^e Internationale.

1) *Fiji Press*, 14 décembre 2023, «Soutien au cabinet Kishida 17% = baisse continue en raison des allégations de caisse noire; désapprobation 58%».

2) *Tokyo Web*, 25 décembre 2023, «La méthode du PLD consistant à créer une "caisse noire" avec les tickets du parti».

3) Rapport sur les revenus et les dépenses (japonais).

Japon

que la salle ne pouvait accueillir de personnes, 2 000 personnes au maximum. En 2022, 59 entreprises et organisations politiques ont été répertoriées comme ayant effectué des paiements supérieurs à 200 000 JPY (1 300 euros) et certaines de ces entreprises ont payé 1 500 000 JPY (9 600 euros). Si une organisation politique achète des tickets pour un parti, cela doit être noté dans son propre rapport et rendu public. Cependant, dans le rapport actuel, les noms ne figurent que pour une petite partie du revenu total. La plupart des documents du rapport n'indiquent pas qui les a payés.

L'argent des rétrocessions intentionnellement masqué

Le rapport de la faction Abe a identifié plus de 30 000 000 JPY (190 000 euros) non référencés pour la période de cinq ans allant de 2018 à 2022. En outre, des dons «non référencés» ont été trouvés dans tous les rapports des cinq principales factions du PLD. Le montant total s'élevait à près de 60 000 000 JPY (380 000 euros) sur la période. Après une série d'informations données par la presse, les factions du PLD ont révisé la description de leurs rapports. Cependant, l'omission d'un montant aussi élevé n'est pas une simple erreur. Il est clair que les rapports ont été délibérément falsifiés. L'objectif de ces faux rapports est de permettre les rétrocessions. Cependant, les faux rapports révélés cette fois ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Le département d'enquête spéciale du bureau des procureurs du district de Tokyo, mène actuellement une enquête approfondie. L'enquête a apporté le soupçon selon lequel le montant collecté par les députés de chaque faction au-delà de leurs «quotas» respectifs leur a été «rétrocédé», dissimulant à la fois leurs revenus et leurs dépenses. Ces dessous de table ne sont rien d'autre que des fonds secrets, dont l'échange n'est pas mentionné dans les rapports.

4) *Toyo Keizai*, 11 mai 2022, «Caisses noires de la police»: ce que l'exécutif m'a appris».

5) *Red Flag*, 16 janvier 2009, «Création d'une caisse noire, principalement à l'étranger».

6) Scandale de corruption international touchant l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, les Pays-Bas et le Japon, pour des ventes d'avions militaires.

7) Délit d'initié et scandale de corruption concernant l'introduction en bourse de la société Recruit, une société de gestion de personnels et de petites annonces, qui a permis de rémunérer une cinquantaine de politiciens, concernant notamment le Premier ministre, et des personnalités du PLD, du Komeïto, du Parti démocratique du Japon et du Parti socialiste du Japon.

Les fonds secrets sont monnaie courante

Le scandale des rétrocessions au sein de la faction Abe du PLD s'est poursuivi après la mort d'Abe lors d'un discours de campagne en juillet 2022. Sans l'incident de 2022, le côté obscur de la politique «de fermeté» d'Abe, nationaliste de droite, aurait pu être imposé, y compris le scandale des dessous-de-table. De plus, les fonds secrets au Japon ne sont pas limités au seul PLD. Le scandale touchant la faction Abe n'est qu'une suite des problèmes de la politique, du gouvernement et des affaires qui ont été dissimulés par le pouvoir d'État. Les médias ont souvent fait état de rétrocessions au sein de la police japonaise, mais ceux-ci n'ont pas été considérés comme un problème majeur (4). Dans le passé, les organisations de policiers ont commis le crime évident de tricher sur les irrégularités budgétaires en tenant une double comptabilité. Cependant, ces actes n'ont pas fait l'objet de poursuites judiciaires et les enquêtes n'ont pas été conduites sérieusement parce que les officiers de police qui devaient enquêter étaient directement impliqués dans les malversations.

En 2009, il a été révélé que de grandes entreprises japonaises gonflaient les coûts de construction des projets japonais à l'étranger, notamment dans le cadre de l'aide publique au développement (APD) (5). Les entreprises déploient également des efforts considérables pour rassembler l'argent des rétrocessions, notamment en créant des sociétés écrans à l'étranger. Les rétrocessions illégales ont été utilisées pour financer le PLD et d'autres partis au pouvoir avec l'objectif de remporter des contrats de construction nationaux et internationaux, entre autres. De nombreux politiciens et bureaucrates au Japon et à l'étranger dépendent des dessous de table. La «politique de l'argent» du PLD, le parti le plus souvent au pouvoir, a été l'un des plus grands problèmes de la politique japonaise d'après-guerre – par exemple, le scandale Lockheed en 1976 (6) et le scandale de Recruit en 1988 (7). La politique est devenue une «industrie» au Japon. Les hommes politiques japonais ont besoin de satisfaire ces «industries» pour être mis en avant. L'opacité de la société japonaise a été conservée avec la domination politique du gouvernement à long terme et du PLD, qui a été maintenue par le contexte historique de la politique d'après-guerre au Japon.

En finir avec le PLD

À l'heure où nous écrivons ces lignes, les premières enquêtes obligatoires ont commencé dans les bureaux de deux factions, dont la faction Abe. Cette situation pourrait détruire «la nation japonaise» si les procureurs enquêtent sérieusement (sans retenue). L'acharnement des médias contre la politique «monolithique» du Premier ministre Abe et le PLD se poursuit sans relâche. Les accusations portées contre le PLD et ses membres sont innombrables.

En réponse à la mise en accusation permanente du PLD dans son ensemble, le Premier ministre Fumio Kishida a annoncé qu'il s'abstiendrait d'organiser des soirées de faction pour le moment et qu'il ne serait plus le chef de la faction Kishida. Mais toutes les déclarations des ministres du PLD sont très éloignées de ce qui se passe dans l'opinion publique. Outre la nécessité de recueillir le témoignage des anciens secrétaires généraux des principales factions, une enquête approfondie sur les accusations de rétrocessions s'impose. Il est impératif d'éradiquer la politique de l'argent au Japon en interdisant totalement les soirées de collecte de fonds et les dons d'entreprises et de groupes, y compris les recettes provenant de la vente de tickets pour les soirées de collecte de fonds. Il est également nécessaire d'abolir les subventions aux partis politiques, qui ont des effets néfastes évidents.

Le système de subventions aux partis politiques, qui leur alloue des fonds du contribuable, oblige en fait les partis politiques à faire des dons, et c'est un système qui viole la Constitution en piétinant la «liberté de pensée et de croyance» et la «liberté de soutenir les partis politiques». La mort de l'ancien Premier ministre Shinzo Abe a été le catalyseur qui a permis d'interrompre la longue succession de politiques malhonnêtes et antidémocratiques.

Les politiques pro-capitalistes d'Abe avaient ignoré leurs victimes et exploité la main-d'œuvre avec des salaires bas et des conditions de travail instables au nom de la «théorie de l'autoresponsabilité». Même de nombreux Japonais-es qui ne prêtent habituellement pas attention à la politique que traverse le Japon. Le moment est venu de poursuivre la lutte pour renverser le gouvernement de droite radicale, incompetent, du PLD et pour mettre fin sa politique. C'est le point de départ d'un processus de changement politique radical pour la classe ouvrière japonaise. ■

Le 19 décembre 2023

« Les sauts ! Les sauts ! Les sauts ! »

À l'occasion du centenaire du décès de Lénine, la publication de ce texte de Daniel Bensaïd nous a paru appropriée. Il aborde diverses conceptions qui concentrent les apports fondamentaux de Lénine, au-delà de tel ou tel apport théorique, à savoir sa conception de la politique et des relations des classes sociales à la politique, dans le cadre du combat révolutionnaire.

Par
Daniel Bensaïd*

Hannah Arendt s'inquiétait que la politique puisse disparaître complètement du monde. Les désastres du siècle étaient tels que la question de savoir si «*la politique a finalement encore un sens*» devenait inévitable. Les enjeux de ces craintes étaient déjà éminemment pratiques: «*Le non-sens auquel la politique tout entière est parvenue est attesté par l'impasse dans laquelle les questions politiques particulières se précipitent.*» (1)

Pour elle, le totalitarisme était la forme de cette disparition redoutée. Nous avons aujourd'hui affaire à une autre figure du péril: le totalitarisme à visage humain du despotisme de marché. La politique s'y trouve laminée entre l'ordre naturalisé des marchés financiers et les prescriptions moralisantes du capital ventriloque. Fin de la politique et fin de l'histoire coïncident alors dans l'inférieure répétition de l'éternité marchande où résonnent les voix blanches de Fukuyama et de Furet: «*L'idée d'une autre société est devenue presque impossible à penser, et d'ailleurs personne n'avance sur le sujet dans le monde d'aujourd'hui. Nous voici condamnés à vivre dans le monde où nous vivons.*» (2)

Plus que mélancolique, elle est désespérée, aurait pu dire Blanqui, cette éternité de l'homme par le Dow Jones et le Cac 40.

Hannah Arendt croyait pouvoir dater le commencement et la fin de la politique: inaugurée par Platon et Aristote, elle aurait trouvé «*dans les théories de Marx sa fin définitive*». Annonçant la fin de la philosophie, le Maure (3) aurait, par quelque facétie de la raison dialectique, prononcé celle de la politique. C'est méconnaître la politique de Marx comme la seule concevable face à la violence capitalisée et aux fétichismes de la modernité: «*L'État ne vaut pas pour le tout*», écrit-il, s'élevant clairement contre «*l'exagération présomptueuse du facteur*

politique» qui fait de l'État bureaucratique l'incarnation de l'universel abstrait. Plutôt qu'une passion unilatérale du social, son effort porte sur l'émergence d'une politique de l'opprimé à partir de la constitution de corps politiques non étatiques annonçant le nécessaire dépérissement de l'État en tant que corps séparé.

La question urgente, vitale, est celle de la politique d'en bas, la politique de ceux qui sont exclus et privés de la politique étatique des dominants. Il s'agit de résoudre l'énigme des révolutions prolétariennes et de leurs tragédies répétées: comment de rien devenir tout ? Comment une classe, physiquement et mentalement mutilée au quotidien par la servitude involontaire du travail contraint, peut-elle se métamorphoser en sujet universel de l'émancipation humaine ? Les réponses de Marx restent tributaires sur ce point d'un pari sociologique: le développement industriel entraîne la massification du prolétariat; la croissance numérique et la concentration des classes laborieuses entraînent un progrès dans leur organisation et leur conscience. La logique même du capital conduirait ainsi à «*la constitution des prolétaires en classe dominante*».

La préface d'Engels à l'édition de 1890 du *Manifeste communiste* confirme ce présupposé: «*Pour la victoire définitive des propositions énoncées dans le Manifeste, Marx s'en remettait au développement intellectuel de la classe ouvrière qui devait résulter de l'action et de la discussion commune.*»

L'illusion selon laquelle la conquête du suffrage universel permettrait au prolétariat anglais, socialement majoritaire, d'ajuster la représentation politique à la réalité sociale procède de ce pari. Dans le

même esprit, Antonio Labriola estimait en 1898, dans son commentaire du *Manifeste*, «*que la conjonction souhaitée des communistes et des prolétaires est désormais un fait accompli*». L'émancipation politique du prolétariat découlait nécessairement de son développement social.

L'histoire convulsive du siècle écoulé démontre qu'on ne se délivre pas si facilement du monde enchanté de la marchandise, de ses dieux sanguinaires, et de leur «boîte à répétitions». L'actualité intempestive de Lénine résulte impérativement de ce constat. Si la politique garde aujourd'hui une chance

de conjurer le double péril d'une naturalisation de l'économie et d'une fatalisation de l'histoire, cette chance passe par un nouveau geste léniniste dans les conditions de la mondialisation impériale. La pensée politique de Lénine est celle de la

La question urgente, vitale, est celle de la politique d'en bas, la politique de ceux qui sont exclus et privés de la politique étatique des dominants.

politique comme stratégie, de ses moments propices et de ses maillons faibles.

Le temps «homogène et vide» du progrès mécanique, sans crises ni ruptures, est un temps impolitique. L'idée, soutenue par Kautsky, d'une «accumulation passive de forces» s'inscrit dans cette temporalité. Version primitive de la force tranquille, ce

* Daniel Bensaïd (1946-2010), militant et philosophe, a été un des fondateurs de la Ligue communiste (section française de la IV^e Internationale), membre de la direction de la IV^e Internationale. Nous profitons de la publication de cet article pour signaler la remise en service du site danielbensaid.org, qui comprend de nombreux écrits de Daniel, y compris des inédits. Cet article est initialement paru dans la revue *International Socialism* (2002, n°95).

1) Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique*, Paris, Seuil, 1995.

2) François Furet, *Le Passé d'une illusion*, Paris, Robert Laffont, Calmann-Lévy, 1995, p. 572.

3) Les enfants et les ses amis de Marx l'appellent «le Maure», son surnom préféré qui lui a été donné lors de ses études à Berlin à cause de son teint foncé.



«socialisme hors du temps» et à pas de tortue dissout l'incertitude de la lutte politique dans les lois proclamées de l'évolution historique.

Lénine au contraire pense la politique comme le temps plein de la lutte, un temps de crises et de faillites. La spécificité de la politique s'exprime chez lui dans le concept de la crise révolutionnaire, qui n'est pas le prolongement logique d'un «mouvement social» mais une crise générale des rapports réciproques entre toutes les classes de la société. La crise se définit alors comme une «crise nationale». Elle agit comme un révélateur des lignes de front brouillées par les fantasmagories mystiques de la marchandise. Alors seulement, et non en vertu d'un inéluctable mûrissement historique, le prolétariat peut être transfiguré et «devenir ce qu'il est».

Crise révolutionnaire et lutte politique sont donc étroitement liées: «La connaissance que la classe ouvrière peut avoir d'elle-même est indissolublement liée à une connaissance précise des rapports réciproques de toutes les classes de la société contemporaine, connaissance pas seulement théorique, disons plutôt moins théorique que fondée sur l'expérience de la politique.» (4)

C'est bien à travers l'épreuve de la pratique politique que s'acquiert cette connaissance des rapports réciproques entre toutes les classes. Elle fait de «notre révolution» une «révolution du peuple tout entier».

Cette approche est aux antipodes d'un ouvriérisme vulgaire qui réduit la politique au social. Lénine refuse catégoriquement de «mélanger le problème des classes et celui des partis». La lutte des classes ne se réduit pas à l'antagonisme entre l'ouvrier

et son patron. Elle confronte le prolétariat à «la classe capitaliste tout entière», au niveau de la reproduction d'ensemble du capital, qui fait l'objet du livre III du *Capital*. C'est d'ailleurs pourquoi il est parfaitement logique que le chapitre inachevé de Marx sur les classes intervienne précisément à cet endroit, et non au livre I sur le procès de production, ou au livre II sur le procès de circulation.

En tant que parti politique, la social-démocratie révolutionnaire représente donc la classe travailleuse, non dans ses seuls rapports à un groupe d'employeurs mais aussi avec «toutes les classes de la société contemporaine et avec l'État en tant que force politique organisée». (5)

Le temps kairotique de la stratégie léniniste n'est plus celui des Pénélope et des Danaïdes électorales, dont l'ouvrage est sans cesse défait, mais celui que rythme la lutte et que suspend la crise. Celui du moment opportun et de la conjoncture singulière, où se nouent nécessité et contingence, acte et processus, histoire et événement: «On ne saurait se représenter la révolution elle-même sous forme d'un acte unique: la révolution sera une succession rapide d'explosions plus ou moins violentes, alternant avec des phases d'accalmie plus ou moins profondes. C'est pourquoi l'activité essentielle de notre parti, le foyer essentiel de son activité, doit être un travail possible et nécessaire aussi bien dans les périodes les plus violentes d'explosion que dans celles d'accalmie, c'est-à-dire un travail d'agitation politique unifiée pour toute la Russie.»

Les révolutions ont leur propre tempo, scandé d'accélération et de ralentissements. Elles ont aussi leur géométrie propre, où la ligne droite se brise dans les

bifurcations et les tournants brusques. Le parti apparaît ainsi sous un jour nouveau. Il n'est plus, chez Lénine, le résultat d'une expérience cumulative, ni le modeste pédagogue chargé d'élever les prolétaires de l'obscur ignorance aux lumières de la raison. Il devient un opérateur stratégique, une sorte de boîte de vitesses et d'aiguilleur de la lutte des classes.

Comme l'a fort bien senti Walter Benjamin, le temps stratégique de la politique n'est pas le temps homogène et vide de la mécanique classique, mais un temps brisé, plein de nœuds et de ventres événementiels.

Il y a sans aucun doute, dans la formation de la pensée de Lénine, un jeu de ruptures et de continuités. Les ruptures majeures (qui ne sont pas des «coupures épistémologiques») peuvent se situer en 1902, autour de *Que Faire ?* et d'*Un pas en avant*, ou encore, en 1914-1916, lorsqu'il s'agit de repenser l'impérialisme et l'État à la lumière crépusculaire de la guerre, et en reprenant le fil de la logique hégélienne. En même temps, dès *le Développement du capitalisme en Russie*, œuvre fondatrice, Lénine met en place la problématique qui lui permettra ultérieurement les corrections théoriques et les ajustements stratégiques.

Les affrontements au fil desquels se définit le bolchevisme traduisent cette révolution dans la révolution.

Des polémiques de *Que Faire ?* ou d'*Un pas en avant*, deux pas en arrière, la vulgate retient essentiellement l'idée d'une avant-garde centralisée et militairement disciplinée. L'essentiel est ailleurs. Lénine combat la confusion, qualifiée de «désorganisatrice», entre le parti et la classe. Leur distinction s'inscrit dans les grandes controverses qui agitent alors le mouvement socialiste, notamment en Russie. Elle s'oppose aux courants populistes, économicistes, mencheviques qui convergent parfois pour défendre un «socialisme pur».

L'intransigeance apparente de cette orthodoxie formelle traduit en réalité l'idée selon laquelle la révolution démocratique serait une étape nécessaire sur la voie de l'évolution historique. En attendant de s'être renforcé et d'avoir atteint la majorité sociale et électorale, le mouvement ouvrier naissant devrait alors laisser à la bourgeoisie le rôle dirigeant et se contenter de jouer les forces d'appoint de la modernisation capitaliste.

Cette confiance dans le sens de l'histoire, où tout viendrait en temps et en heure à qui sait attendre, sous-tend les positions orthodoxes de Kautsky au sein de la II^e Inter-

4) Lénine, *Œuvres*, tome IX, p. 119 et 15, p. 298, Paris, Éditions sociales.

5) Lénine, *ibid.*, tome V, p. 408.

nationale: il faut parcourir patiemment les «chemins du pouvoir» jusqu'à ce que ce dernier tombe comme un fruit mûr.

Pour Lénine, au contraire, le but oriente le mouvement, la stratégie prime sur la tactique, la politique sur l'histoire. C'est pourquoi il importe de se délimiter avant de s'unir, et, pour s'unir, «d'utiliser toutes les manifestations de mécontentement et d'élaborer jusqu'aux moindres éléments d'une protestation, fût-elle embryonnaire». Autrement dit, de concevoir la lutte politique comme «beaucoup plus large et complexe que la lutte des ouvriers contre le patronat et le gouvernement» (6). Ainsi, quand le *Rabotchéï Diélo* déduit les objectifs politiques de la lutte économique, Lénine lui reproche «d'abaisser le niveau de l'activité politique multiforme du prolétariat». Il est illusoire d'imaginer que «le mouvement purement ouvrier» soit par lui-même capable d'élaborer une idéologie indépendante. Le seul développement spontané du mouvement ouvrier aboutit au contraire «à le subordonner à l'idéologie bourgeoise».

Car l'idéologie dominante n'est pas affaire de manipulation des consciences mais l'effet objectif du fétichisme de la marchandise. On ne peut échapper à son cercle de fer et à sa servitude involontaire que par la crise révolutionnaire et par la lutte politique des partis. Telle est bien la réponse léniniste à l'énigme irrésolue de Marx.

Tout conduit chez Lénine à concevoir la politique comme l'irruption où se présente ce qui est absent: «La division en classes est certes, en fin de compte, l'assise la plus profonde du groupement politique», mais cette fin de compte, c'est «la lutte politique seule qui l'établit» (7).

Ainsi «le communisme surgit littéralement de tous les points de la vie sociale; il éclôt décidément partout. Que l'on bouche avec un soin particulier l'une des issues, la contagion en trouvera une autre, parfois la plus imprévisible.» (8) C'est pourquoi nous ne pouvons savoir «quelle étincelle pourra allumer l'incendie».

D'où le mot d'ordre qui, selon Tucholsky, résume la politique léniniste: «Soyez prêts!» Prêts à l'improbable, à l'imprévisible, à l'événement! Si Lénine a pu définir la politique comme «l'expression

concentrée de l'économie», cette concentration signifie un changement qualitatif à partir duquel la politique ne peut manquer «d'avoir la primauté sur l'économie». «En prônant la fusion des points de vue économique et politique», Boukharine, au contraire, «glisse vers l'éclectisme». De même, dans sa polémique de 1921 contre l'Opposition ouvrière, Lénine critique ce «vilain nom» qui rabat à nouveau la politique sur le social et prétend que la gestion de l'économie nationale incombe directement aux «producteurs groupés en syndicats de producteurs», ce qui reviendrait à ramener la lutte des classes à un affrontement d'intérêts corporatifs sans synthèse.

La politique, au contraire, a sa langue, sa grammaire et sa syntaxe propres. Ses latences et ses lapsus. Sur la scène politique, la lutte des classes transfigurée trouve «son expression la plus rigoureuse, la plus complète et la mieux définie dans la lutte des partis» (9). Relevant d'un registre spécifique, irréductible à ses déterminations immédiates, le discours politique s'apparente davantage à l'algèbre qu'à l'arithmétique. Sa nécessité est d'un autre ordre, «beaucoup plus complexe» que celui des revendications sociales directement liées au rapport d'exploitation. Car, contrairement à ce qu'imaginent les «marxistes vulgaires», la politique ne «suit pas docilement l'économie». L'idéal du militant révolutionnaire n'est pas le trade-unioniste à l'horizon étroit, mais le «tribun populaire» qui attise les braises de la subversion dans tous les domaines de la société.

Le léninisme, ou plutôt le léninisme stalinisé érigé en orthodoxie d'État, est souvent rendu responsable du despotisme bureaucratique. La notion de parti d'avant-garde, distinct de la classe, aurait ainsi porté en germe la substitution de l'appareil au mouvement social réel et tous les cercles de l'enfer bureaucratique. Si injuste soit-elle, cette charge soulève une difficulté réelle. Si la politique ne se confond pas avec le social, la représentation de l'un par l'autre devient forcément problématique: sur quoi fonder sa légitimité?

La tentation existe bel et bien, chez Lénine, de résoudre la contradiction en postulant une adéquation tendancielle entre représentants et représentés, culminant dans le dépérissement de l'État politique. Les

apories d'une représentation n'admettant aucun dépositaire exclusif et constamment remise en jeu dans la pluralité des formes constituantes se trouvent du même coup éliminées. Cet aspect de la question risque d'en masquer un autre, non moins important, d'autant que Lénine ne semble pas mesurer toute la portée de son innovation. Croyant paraphraser un texte canonique de Kautsky, il le déforme ainsi de manière décisive. Kautsky écrit que «la science» vient aux prolétaires «de l'extérieur de la lutte des classes», portée par «les intellectuels bourgeois». Par un extraordinaire glissement de plume, Lénine traduit que la «conscience politique» (et non plus la «science»!) vient «de l'extérieur de la lutte économique» (et non plus de l'extérieur de la lutte des classes, qui est autant politique que sociale!), portée non plus par les intellectuels en tant que catégorie sociologique mais par le parti en tant qu'acteur structurant spécifiquement le champ politique. La différence est de taille.

Une aussi constante insistance sur le langage politique, où la réalité sociale se manifeste à travers un jeu permanent de déplacements et de condensations, devrait logiquement déboucher sur une pensée de la pluralité et de la représentation. Si le parti n'est pas la classe, une même classe devrait être représentée politiquement par plusieurs partis exprimant ses différences et ses contradictions. La représentation du social dans la politique devrait alors faire l'objet d'une élaboration institutionnelle et juridique. Lénine ne va pas jusque-là. Il n'en ouvre pas moins un espace politique original dont il explore les pistes. Une étude détaillée, qui déborde le cadre de cet article, de ses positions sur la question nationale, sur la question syndicale en

6) Lénine, *ibid.*, tome V, p. 440-463.

7) Lénine, *ibid.*, tome VII, p. 41. Ainsi, dans le débat de 1915 sur l'ultra-impérialisme, Lénine perçoit le danger d'un nouvel économisme selon lequel la maturité des rapports de production capitalistes à l'échelle mondiale pré luderait à un effondrement final du système. On retrouve encore ce souci d'éviter toute réduction du politique au social ou à l'économique dans les débats du début des années vingt sur la caractérisation de l'État des soviets. À ceux qui parlent d'État ouvrier, Lénine répond que «cet État n'est pas tout à fait ouvrier, voilà le hic» (tome 32, p. 16). Sa formule est alors plus descriptive et complexe qu'une caractérisation sociologique: ce sera un État ouvrier et paysan avec des «déformations bureaucratiques», et voilà «toute la transition dans sa réalité». Dans le débat sur les syndicats enfin, Lénine défend encore une position originale: parce qu'ils ne sont pas un organe de pouvoir politique, les syndicats ne sauraient être transformés en «organisations d'État coercitives».

8) Lénine, *ibid.*, tome 31.

9) Lénine, *ibid.*, tome X, p. 15.

*C'est bien à travers
l'épreuve de la
pratique politique
que s'acquiert
cette connaissance
des rapports
réciproques entre
toutes les classes.*

Lénine

1921 et sur la démocratie tout au long de l'année 1917 permettrait de le vérifier.

Ainsi soumet-il la représentation à des règles inspirées de la Commune de Paris, visant à limiter la professionnalisation politique: un salaire des élus identique à celui de l'ouvrier qualifié, une vigilance de tout instant contre les faveurs et les privilèges de fonction, la responsabilité des mandataires devant les mandants. Contrairement à une légende tenace, il ne préconise pas de mandat impératif. Que ce soit au sein du parti: «*Les pouvoirs des délégués ne doivent pas être limités par des mandats impératifs*»; dans l'exercice de leurs pouvoirs, «*ils sont complètement libres et indépendants*»; le congrès ou l'assemblée sont souverains. Que ce soit au niveau des organes de l'État, où «*le droit de rappel des députés*» ne se confond pas avec un mandat impératif qui réduirait la représentation à la somme corporative d'intérêts particuliers, de visions étroitement locales, sans synthèse possible, qui viderait la délibération démocratique de toute substance et de tout enjeu.

Quant à la pluralité, Lénine affirme, avec constance, que «*la lutte des nuances*» dans le parti est inévitable et nécessaire, tant qu'elle se déroule dans les limites «*approuvées d'un commun accord*». Il soutient: «*la nécessité d'assurer dans les statuts du Parti les droits de toute minorité, afin de détourner du cours philistin habituel de scandale et de mesquines querelles les continues et intarissables sources de mécontentement, d'irritation et de conflit, afin de les amener dans le canal encore inaccoutumé d'une lutte régulière et digne pour la défense de ses convictions. Parmi ces garanties absolues, nous rangeons l'octroi à la minorité d'un (ou de plusieurs) groupe littéraire, avec droit de représentation au congrès et droit d'expression complète*» (10).

Si la politique est affaire de choix et de décision, elle implique une pluralité organisée. Il s'agit ici de principes d'organisation. Le système d'organisation peut varier,

10) Lénine, *ibid.*, tome VII, p. 470.

11) Lénine, *ibid.*, tome XXV, p. 335.

12) Lénine, *la Maladie infantile du communisme*, Œuvres, tome XXXI, Paris, Éditions sociales.

quant à lui, en fonction des situations concrètes, à condition de ne pas perdre le fil conducteur des principes dans le labyrinthe des opportunités. Même la fameuse discipline dans l'action apparaît alors moins intangible que ne le voudrait la légende dorée du léninisme. On connaît l'indiscipline commise par Zinoviev et Kamenev s'opposant publiquement à l'insurrection sans être pour autant écartés durablement de leurs responsabilités. Lénine lui-même, en des circonstances extrêmes, n'hésite pas à revendiquer un droit personnel à la désobéissance partisane. Il envisage ainsi de démissionner de ses responsabilités pour reprendre «*sa liberté d'agitation*» dans les rangs du parti. Au moment critique de la décision, il écrit carrément au comité central: «*Je suis parti là où vous ne désirez pas que j'aie* [à Smolny]. *Au revoir.*»

Sa propre logique le pousse à penser la pluralité et la représentation dans un pays dépourvu de traditions parlementaires et démocratiques. Lénine ne va pourtant pas jusqu'au bout. Il y a (au moins) deux raisons à cela. La première, c'est qu'il hérite de la Révolution française l'illusion selon laquelle, une fois l'opresseur chassé, l'homogénéisation du peuple (ou de la classe) n'est plus qu'une question de temps: les contradictions au sein du peuple ne peuvent plus venir que de l'autre (l'étranger) ou de la trahison. La seconde, c'est que la distinction entre la politique et le social n'immunise pas contre l'inversion fatale: au lieu d'engager la socialisation du politique, la dictature du prolétariat peut signifier l'étatisation bureaucratique du social. Lénine lui-même ne s'est-il pas aventuré à pronostiquer «*l'extinction de la lutte des partis dans les soviets*» (11) ?

Dans *L'État et la Révolution*, les partis perdent bel et bien leur fonction au profit d'une démocratie directe qui ne serait plus tout à fait un État séparé. Mais, contrairement aux espérances initiales, l'étatisation de la société l'a emporté sur la socialisation des fonctions étatiques. Tout au danger principal de l'encerclement militaire et de la restauration capitaliste, les révolutionnaires n'ont pas vu croître sur leurs talons le péril non secon-

daire de la contre-révolution bureaucratique. Paradoxalement, les faiblesses de Lénine tiennent autant, ou plus, à ses penchants libertaires qu'à ses tentations autoritaires. Comme si, paradoxalement, un lien secret unissait les unes aux autres.

La crise révolutionnaire apparaît comme le moment critique du dénouement possible, où la théorie devient stratégie: «*L'histoire en général, et plus particulièrement l'histoire des révolutions, est toujours plus riche de contenu, plus variée, plus multiforme, plus vivante, plus ingénieuse que ne le pensent les meilleurs partis, les avant-gardes les plus conscientes des classes les plus avancées. Et cela se conçoit puisque les meilleures avant-gardes expriment la conscience et la volonté, la passion de dizaines de milliers d'hommes, tandis que la révolution est un des moments d'exaltation et de tension particulières de toutes les facultés humaines – l'œuvre de la conscience, de la volonté, de l'imagination, de la passion de centaines de milliers d'hommes aiguillonnés par la plus âpre lutte des classes. De là deux conclusions pratiques d'une grande importance: la première, c'est que la classe révolutionnaire doit savoir, pour remplir sa tâche, prendre possession de toutes les formes et de tous les côtés, sans la moindre exception, de l'activité sociale; la seconde, c'est que la classe révolutionnaire doit se tenir prête à remplacer vite et brusquement une forme par une autre.*» (12)

Lénine en déduit la disponibilité nécessaire à l'impromptu de l'événement où se révèle soudain la vérité cachée des rapports sociaux: «*Nous ne savons pas, nous ne pouvons savoir quelle étincelle pourra allumer l'incendie dans le sens d'un réveil particulier des masses. Aussi devons-nous mettre en action nos principes communistes pour préparer le terrain, tous les terrains, même les plus anciens, les plus amorphes et les plus stériles en apparence. Sinon, nous ne serons pas à la hauteur de notre tâche, nous serons exclusifs, nous ne prendrons pas toutes les armes.*»

Cultiver tous les terrains! Être à l'affût des issues les plus imprévisibles!

Se tenir prêt au brusque changement des formes! Savoir prendre toutes les armes!

Telles sont bien les maximes d'une politique conçue comme l'art du contre-temps et des possibilités effectives d'une conjoncture déterminée.

Cette révolution dans la politique nous ramène à la notion de crise révolutionnaire systématisée dans *la Faillite de la II^e Internationale*. Elle se définit par une interaction entre divers éléments variables

d'une situation: lorsque ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant; lorsque ceux d'en bas ne supportent plus d'être opprimés comme avant; et lorsque cette double impossibilité se traduit par une soudaine effervescence des masses. Reprenant ces critères à son compte, Trotski souligne, dans son *Histoire de la Révolution russe*, «la réciprocité conditionnelle de ces prémisses: plus le prolétariat agit résolument et avec assurance et plus il a la possibilité d'entraîner les couches intermédiaires, plus la couche dominante est isolée, plus sa démoralisation s'accroît; et, en revanche, la désagrégation des couches dirigeantes apporte de l'eau au moulin de la classe révolutionnaire».

Mais la crise ne garantit pas les conditions de son propre dénouement. C'est pourquoi Lénine fait de l'intervention d'un parti révolutionnaire le facteur décisif d'une situation critique: «La révolution ne surgit pas de toute situation révolutionnaire mais seulement dans le cas où, à tous les changements objectifs énumérés, vient s'ajouter un changement subjectif, à savoir la capacité pour la classe révolutionnaire de mener des actions assez vigoureuses pour briser complètement l'ancien gouvernement, qui ne tombera jamais, même à une époque de crise, si on ne le fait choir».

La crise ne peut être résolue que par la défaite, au bénéfice d'une réaction souvent meurtrière, ou par l'intervention d'un sujet résolu. C'est bien là l'interprétation du «léninisme» dans *Histoire et consciences de classe* de Lukacs. Elle lui valut dès le V^e congrès de l'Internationale communiste les foudres des bolcheviseurs thermidoriens. Lukacs insistait en effet sur le fait que «seule la conscience du prolétariat peut montrer comment sortir de la crise du capitalisme; tant que cette conscience n'est pas là, la crise reste permanente, revient à son point de départ et répète la situation»:

«La différence entre la "dernière crise" du capitalisme, sa crise décisive, et les crises antérieures, ne réside donc pas, répond Lukacs, dans une métamorphose de leur extension et de leur profondeur, bref de leur quantité en qualité. Ou plutôt, cette métamorphose se manifeste en ceci que le prolétariat cesse d'être simple objet de la crise et que se déploie ouvertement l'antagonisme inhérent à la production capitaliste.» (13)

À quoi fait écho la formule de Trotski ramenée dans les années trente, face au nazisme et à la réaction stalinienne, la crise de l'humanité à sa crise de direction révolutionnaire.



Daniel Bensaïd à l'occasion du 40^e anniversaire de Mai 68, meeting de la LCR à la Mutualité, vendredi 30 mai 2008. © Photothèque Rouge / JMB.

La stratégie est «un calcul de masse, de vitesse et de temps», écrivait Chateaubriand. Chez Sun Tzu, l'art de la guerre était déjà l'art du changement et de la vitesse. Cet art exigeait d'acquiescer «la promptitude du lièvre» et de «prendre tout à coup son parti», car il est démontré que la plus illustre victoire aurait pu tourner à la déroute «si la bataille s'était livrée un jour plus tôt ou quelques heures plus tard». Le principe de conduite qui en découle vaut pour les politiques comme pour les militaires: «Ne laissez échapper aucune occasion, lorsque vous la trouverez favorable. Les cinq éléments ne sont pas partout ni également purs; les quatre saisons ne se succèdent pas de la même manière chaque année; le lever et le coucher du soleil ne sont pas constamment au même point de l'horizon. Parmi les jours, certains sont lents, d'autres courts. La lune croît et décroît et n'est pas toujours également brillante. Une armée bien conduite et bien disciplinée imite à propos toutes ces variétés.» (14)

La notion de crise révolutionnaire reprend cette leçon de stratégie en la politisant. Dans certaines circonstances exceptionnelles, l'équilibre des forces atteint un point critique: «Tout dérèglement des rythmes produit des effets conflictuels. Il détraque et trouble. Il peut aussi produire un trou dans le temps, à combler par une invention, une création. Ce qui n'arrive, individuellement et socialement, qu'en passant par une crise.» (15)

Un trou dans le temps? Un moment d'exception? Par où peut surgir le fait inaccompli qui contredit la fatalité du fait accompli.

En 1905, Lénine rejoint Sun Tzu dans son éloge de la promptitude. Il faut alors, dit-il, «commencer sur l'heure», agir «sur le champ»: «Formez sur le champ, en tous lieux, des groupes de combat.» Il faut en effet savoir saisir au vol ces «moments disparaissants» dont parle Hegel et qui constituent «une excellente définition de la dialectique» (16).

Car la révolution en Russie n'est pas le

résultat organique d'une révolution bourgeoise prolongée en révolution prolétarienne mais «un enchevêtrement» de deux révolutions. Que la catastrophe probable puisse encore être conjurée dépend d'un sens aigu de la conjoncture. L'art du mot d'ordre est un art du moment propice. Telle consigne valable hier peut ne plus l'être aujourd'hui et le redevenir demain: «Jusqu'au 4 juillet [1917], le mot d'ordre de passage de la totalité du pouvoir aux soviets était juste.» Après, il ne l'est plus.

«En ce moment et en ce moment seulement, peut-être pendant quelques jours tout au plus, ou pendant une semaine ou deux, un tel gouvernement pourrait...» (17)

Quelques jours! Une semaine!

Le 29 septembre 1917, Lénine écrit au comité central qui tergiverse: «La crise est mûre.» Attendre devient un crime. Le 1^{er} octobre, il le presse de «prendre le pouvoir sur le champ», de «passer sur le champ à l'insurrection». Quelques jours plus tard, il revient à la charge: «J'écris ces lignes le 8 octobre. Le succès de la révolution russe dépend de deux ou trois jours de lutte.» Il insiste encore: «J'écris ces lignes dans la soirée du 24. La situation est critique au dernier point. Il est clair maintenant que retarder l'insurrection, c'est la mort. Tout tient à un cheveu.» Il faut donc agir «ce soir, cette nuit».

«Rupture de la gradualité», notait Lénine au début de la guerre dans les marges de la *Grande Logique* d'Hegel. Et il soulignait: «La gradualité n'explique rien sans les sauts. Les sauts! Les sauts! Les sauts!» (18) ■

Juillet 2002.

13) G. Lukacs, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Minuit, 1967.

14) Sun Tzu, *L'Art de la guerre*, Paris, Flammarion, 1972.

15) Henri Lefebvre, *Éléments de rythmanalyse*, Paris, Syllepses, 1996.

16) Lénine, *Cahiers philosophiques*, Paris, Éditions sociales, 1973, p. 257.

17) Lénine, *Œuvres*, tome XXV, p. 17 et 277, Paris, Éditions sociales.

18) Lénine, *Cahiers philosophiques*, op. cit. p. 118-119.

Écologie politique, communisme du vivant, décroissance

À la fin du Manifeste communiste, Marx et Engels stigmatisent « *les inventeurs de systèmes* » qui « *à l'activité sociale, substituent leur propre ingéniosité* » et pour qui « *l'avenir du monde se résout dans la propagande et la mise en pratique de leurs plans de société* » (1). Beaucoup de propagandistes de la rupture nécessaire pour échapper à la catastrophe écologique semblent bien tomber dans ce travers.

Par
Henri Wilno*

Se fixer comme horizon l'écocosocialisme soulève des questions auxquelles certains tenants de cette perspective sont parfois loin de répondre. Ces questions renvoient à l'analyse du capitalisme et aux rapports des humains avec les autres vivants. D'autres à la possibilité et aux contraintes de concrétisation de l'écocosocialisme: décroissance ou pas? Si oui, qu'implique-t-elle du point de vue économique et social et est-elle un mot d'ordre propre à rallier «ceux d'en bas» au Sud et même au Nord, eux et elles qui font déjà quotidiennement l'expérience de privations?

Dans *Exploiter les vivants*, le philosophe Paul Guillibert passe en revue de nombreux travaux de chercheurs. Se revendiquant du marxisme, Guillibert souligne qu'une écologie émancipatrice suppose la jonction avec les luttes sociales et l'anticapitalisme pour aller vers un «communisme du vivant».

Dès l'introduction, Guillibert, à partir d'une mobilisation environnementale qui s'est déroulée en Californie, insiste sur la nécessité pour les objectifs de la transition écologique d'intégrer les revendications sociales sous peine de risquer de dégrader la condition des travailleurs/euses. Ce qu'il défend prend de front «*le discours des dominants*» pour lequel «*l'écologie semble être une affaire d'inventions techniques ou d'impératifs éthiques*» (page 18). Ces deux facettes sont d'ailleurs complémentaires et leur mise en œuvre infléchirait peut-être la croissance mais ne changerait rien de fondamental du point de vue de la logique du capital: l'exploitation du travail ne serait pas remise en cause et on pourrait assister au renforcement de certains traits du système. Par

*Henri Wilno est économiste, membre de la IV^e Internationale.

1) *Le manifeste du parti communiste* - K. Marx, F. Engels (III)

2) On pourrait y ajouter, dans un autre contexte, l'entreprise verrière Glaverbel en Belgique citée par Daniel Tanuro dans «La crise climatique, le capitalisme, le combat écologique et le syndicalisme», *Europe Solidaire Sans Frontières* et, comme exemple récent, l'usine GKN en Italie. Lire à ce propos «Écologie ouvrière, actionnariat populaire: soutien à la lutte des ouvrier-es ex-GKN», tribune collective publiée par le Club de *Mediapart*.

exemple l'extractivisme pour fournir le lithium nécessaire aux batteries des véhicules, ou le développement maintenu des tâches reposant plus particulièrement sur les femmes ou des travailleurs/ses mal payés et aux conditions de travail souvent dégradées. «L'écologie commence à la maison» affirment certains tenants de la croissance verte: Guillibert insiste sur le côté fallacieux de ce mot d'ordre qui met en exergue les comportements de consommation sans s'attaquer «*au fond de l'affaire, à la production capitaliste, c'est-à-dire à la production de marchandises pour le profit*» (page 27).

«S'attaquer à la production de marchandises pour le profit»

Mais Guillibert insiste sur une autre impasse possible: «*l'idée que tout le problème viendrait des rapports sociaux*» (page 30). On ne peut négliger le fait que les rapports sociaux capitalistes génèrent des dispositifs techniques qui – comme les combustibles fossiles – sont immédiatement responsables de la crise écologique. De la même façon, le capitalisme génère des modes de consommation polluants et profondément inégalitaires.

De la même façon que Marx faisait une distinction entre «économie vulgaire» qui reste à la surface des choses, aux représentations, et «économie politique» qui essaie d'identifier les structures réelles de l'économie, Guillibert propose de différencier écologie vulgaire et écologie politique. Reprenant le sous-titre du *Capital, Critique de l'économie politique*, l'auteur résume ainsi sa démarche: «*la critique de l'écologie politique insiste au contraire sur les rapports de domination en tant qu'ils sont constitutifs de la catastrophe actuelle*» (page 35). Guillibert note la pluralité des critiques de l'écologie politique selon la forme de domination qu'elles privilégient (genre, colonisation, etc.). Pour sa part, il se réclame de la critique marxiste de l'écologie politique qui étudie «*la centralité des rapports de classe dans la crise écologique*» (page 38). C'est à ce titre qu'il nous intéresse plus particulièrement.

Le livre comprend ensuite trois parties. La première est consacrée aux lieux d'exploita-

tion et de domination: l'usine, la plantation, le foyer. La deuxième montre que, afin de permettre l'accumulation de valeur, le capitalisme met «au travail», avec des modalités différentes, non seulement les humains mais aussi tant certains animaux (dont il s'approprie le produit du travail) que certaines relations naturelles pour augmenter par exemple la productivité des sols. À cela s'ajoute l'appropriation des forces naturelles par la déforestation et l'extractivisme. Au total, il s'agit pour le capital d'enrôler la nature dans des rapports sociaux de production humains. «*La recherche du profit conduit à l'effondrement des ressources, d'un côté, et à l'émission de pollutions, de l'autre*» (page 138). L'auteur cite Marx sur la production capitaliste qui «*ruine dans le même temps les sources vives de toute richesse: la terre et le travailleur*». Mais toutes les pratiques humaines ne sont pas écocidaire: «*les relations qui assurent la régénération des écosystèmes et des corps sont soutenables*».

«Une écologie des travailleurs»

La troisième partie s'intitule «*Prolétariat des vivants et contre-pouvoirs écologiques. Grèves, communs et décroissance*» et est centrée autour de ce que pourrait être une «*écologie de la classe ouvrière*» (page 141). Guillibert souligne l'existence de luttes sociales défendant des projets de sauvegarde de l'emploi et de remise en cause des pollutions industrielles: aciérie de Tarente, raffinerie de Grandpuits, Fos-sur-Mer, etc. Chacun de ces exemples nécessiteraient un examen plus précis (2). Ces expériences devraient inspirer à la fois le mouvement ouvrier et les écologistes. Guillibert souligne les ambiguïtés du thème de la «transition juste» porté par les organisations internationales qu'il qualifie de «*promesse assez floue de justice sociale destinée à faire accepter à une partie des travailleurs/ses une transition écologique engagée "par le haut" afin de maintenir la structure générale de l'accumulation capitaliste*» (page 151). Si la transition écologique implique la décroissance, elle ne peut ignorer la question de la dépendance

au salaire des travailleurs/ses comme condition de leur subsistance. «Une écologie des travailleurs doit donc arracher la subsistance au salaire, c'est-à-dire arracher la reproduction sociale à la production capitaliste, responsable de l'exploitation et de l'écocide» (page 155). Guillibert rappelle les travaux de syndicalistes américains issus des luttes des années soixante-dix revendiquant la continuité totale du salaire et des avantages sociaux pour tous les travailleurs des secteurs à démanteler.

Guillibert discute les positions largement divergentes du japonais Kohei Sato qui prône un communisme de la décroissance (3) et du géographe marxiste américain Matt Huber pour qui le mouvement pour le climat ne peut gagner que s'il s'appuie sur la classe ouvrière (4) et qui critique violemment le thème de la décroissance (5). Sur cette question, Guillibert est clair: «La production ne doit pas seulement être décarbonée mais elle doit décroître» (page 150). Il dénonce chez Huber une conception strictement climatique de la crise environnementale négligeant l'épuisement des ressources, les pollutions industrielles et agricoles, etc. Guillibert souligne donc que la critique de la décroissance par Huber est fort discutabile. Mais Huber soulève un argument juste: «une "politique du moins", de la sobriété ou de la frugalité n'emportera pas l'adhésion du plus grand nombre [...] les travailleurs/ses et les pauvres des Nords et des Suds risquent de ne pas voir dans ce mot d'ordre un slogan mobilisateur car «ils font déjà l'expérience de la privation.» (pages 168 à 170). La situation relative des pauvres et de larges couches d'exploités s'est de plus largement dégradée, y compris dans les pays du Nord. L'auteur reconnaît aussi à Matt Huber un mérite important: celui «contrairement à la plupart des penseurs de l'écologie politique contemporaine [...] de chercher à identifier les forces sociales capables de transformer le rapport de force écologique» (page 171). Mais il critique son schématisme: de la position dans les rapports sociaux ne découle pas mécaniquement la capacité à se constituer en force, indépendamment du degré de politisation. Pour finir, Guillibert souligne qu'un nouvel imaginaire, à son avis, se constituerait, plus qu'autour du mot d'ordre de décroissance qui ne fait rêver pratiquement personne, sur la notion de «communisme du vivant» qui se construira par «l'auto-organisation d'une classe ouvrière consciente des conditions socio-économiques de la reproduction de la vie» (page 174) et supposera, bien sûr, la planification et la remise en cause de la propriété privée des moyens de production. On peut certes considérer, et c'est la position de Daniel Tanuro, que la question de l'acceptabilité sociale est un faux-fuyant et qu'«il faut oser raisonner en termes de

«désirabilité» (7). Un programme écosocialiste décroissant est parfaitement désirable pour quantité de raisons, et notamment le fait que les 1 % les plus riches émettent plus de CO₂ que les 50 % les plus pauvres. L'urgence écologique démontre certainement la légitimité d'un combat extrêmement radical contre les inégalités, contre les privilèges des riches et des capitalistes, contre le tout-marché et la satisfaction socialisée des besoins fondamentaux, etc. Mais, à notre avis, il n'en demeure pas moins que sur cette question, comme sur d'autres, les intérêts objectifs des exploités et opprimés ne génèrent pas automatiquement l'acceptation de la boussole qui serait nécessaire.

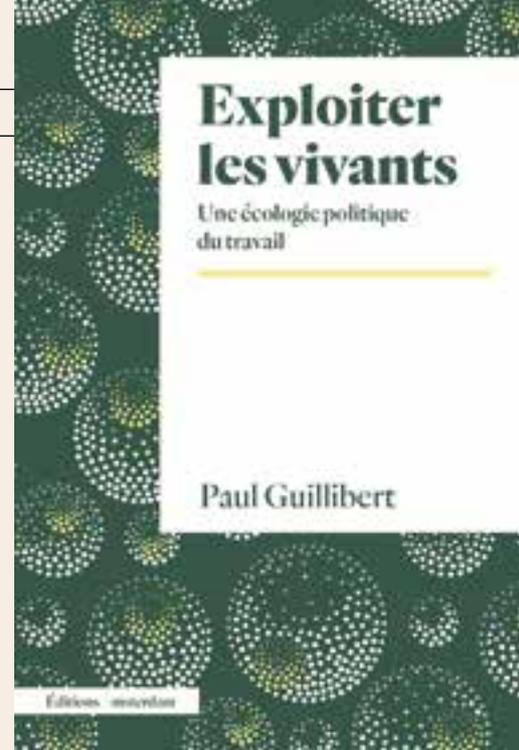
Un possible écofascisme

Guillibert termine son livre en soulignant le risque de «l'apartheid climatique», d'une gouvernance de l'anthropocène fondée sur la fermeture des frontières, le racisme et la militarisation, en un mot d'une forme d'écofascisme. Il cite le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, qui, en 2020, a déclaré que «le meilleur allié de l'écologie, c'est la frontière».

Le livre de Guillibert aborde beaucoup de thèmes que nous avons, pour certains, négligés dans cet article. Certains de ces thèmes peuvent être contestés comme l'extension des catégories de travail, voire d'exploitation, aux non-humains (8). À plus forte raison, on peut s'interroger sur le fait d'énumérer dans une même phrase tous ceux qui se heurteraient à la logique d'une modernité technique capitaliste: «peuples autochtones, [...] paysans, [...] travailleurs/ses [...] musulmans qui doivent se plier aux normes de la sécularisation blanche» (page 199-200): ce genre de développement est pour le moins sommaire dans sa globalité et dans le détail (notamment pour ce qui est de la formule très contestable sur la sécularisation «blanche», possible glissement à partir du thème de la «sécularisation impériale») (9). D'autres pistes mériteraient plus de développements comme les développements sur les limites de la notion de communs. Parfois, on peut avoir le sentiment que l'auteur, par souci de ne pas négliger certains sujets, se perd dans une forêt trop dense.

La décroissance, une contrainte pas une revendication

Une des questions centrales, à l'heure où est élaboré par la IV^e Internationale un projet de Manifeste écosocialiste, est celle de la décroissance. Dans son rapport d'étape d'octobre 2023 (10), Daniel Tanuro traite des difficultés autour de cette question. Il souligne, pour sa part, que «la décroissance



Exploiter les vivants. Une écologie politique du travail de Paul Guillibert, Éditions Amsterdam, 2023, 13 euros.

n'est ni un slogan, ni une revendication; c'est une contrainte résultant de la folie capitaliste qui nous a menés là où nous sommes.» Il ajoute plus loin: «cette formulation et sa justification doivent absolument être maintenues dans la partie du texte qui analyse la situation. Par contre, pour éviter tout malentendu, nous proposons de la retirer du titre. Le nouveau titre que nous proposons est "Rompre avec la croissance capitaliste, pour une alternative écosocialiste". Ou "Rompre avec la croissance capitaliste, restaurer la planète et assurer une vie bonne à toutes et tous". Ou une combinaison de ces formules, on verra.»

Trotsky dans le Programme de transition parlait du «pont» nécessaire entre la conscience actuelle des masses et le programme de la révolution (11). C'est bien à cette nécessité que nous sommes confrontés aujourd'hui, à cette questions décisive pour qui est persuadé que la concrétisation de l'écosocialisme ne résultera ni de la bonne volonté des dominants, ni de notre seule puissance de conviction. ■

3) Voir «Ce best-seller japonais qui défend le "communisme décroissant", Romaric Godin, *Mediapart* et la conférence de Sato à Paris le 11 novembre 2023 : «Conférence exceptionnelle: Kohei Saito, le Capital dans l'anthropocène», Institut la Boétie.

4) «Comment le mouvement pour le climat peut-il gagner?», Matt Huber, 28 octobre 2023, *Le vent se lève*.

5) Interview de Matt Huber, 20 juillet 2023, «Le problème avec la "décroissance"», *Le vent se lève*.

6) Cf. Daniel Tanuro, 2022, «Climat, inégalités et lutte des classes», *Contretemps*.

7) Voir Joseph Confavreux dans *la Revue du crieur*, repris dans «Le "vivant" noie-t-il le poisson politique?».

8) Sur ce thème voir *Des empires sous la terre. Histoire écologique et raciale de la sécularisation*, Mohamad Amer Meziane, 2021, La Découverte.

9) Daniel Tanuro, «Projet de Manifeste écosocialiste: Rapport au CI de la IV^e Internationale», octobre 2023, *Europe Solidaire Sans Frontières*.

10) Léon Trotsky, *Programme de transition*, 1938.



Le 28 septembre 1995, l'Accord intérimaire israélo-palestinien sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza est signé. Il divise la Cisjordanie en trois zones :

- La zone A comprend les sept grandes villes palestiniennes de Cisjordanie (Jénine, Qalqiliya, Tulkarem, Naplouse, Ramallah, Bethléem et Hébron), où il incombe à l'Autorité Palestinienne d'assurer la sécurité et l'administration. La zone A couvre 20 %

- de la Cisjordanie et comprend 55 % de sa population. Dans les faits, l'armée israélienne se donne le droit d'intervenir en zone A.
- La zone B comprend la plupart des autres localités palestiniennes. L'Autorité Palestinienne y a, en théorie, la responsabilité civile et Israël conserve une responsabilité prépondérante pour les questions de sécurité. La zone B comprend 28 % du territoire de la Cisjordanie et 41 % de sa population.

- La zone C est sous contrôle total d'Israël pour la sécurité et l'administration. La zone C représente la plus grande portion des terres de la Cisjordanie (62%). Et c'est la seule zone possédant une continuité territoriale en Cisjordanie, encerclant et divisant les zones A et B. De plus, la zone C constitue la plus grande part des terres fertiles et de ressources de Cisjordanie.

Source : Ensemble pour la justice en Palestine.